

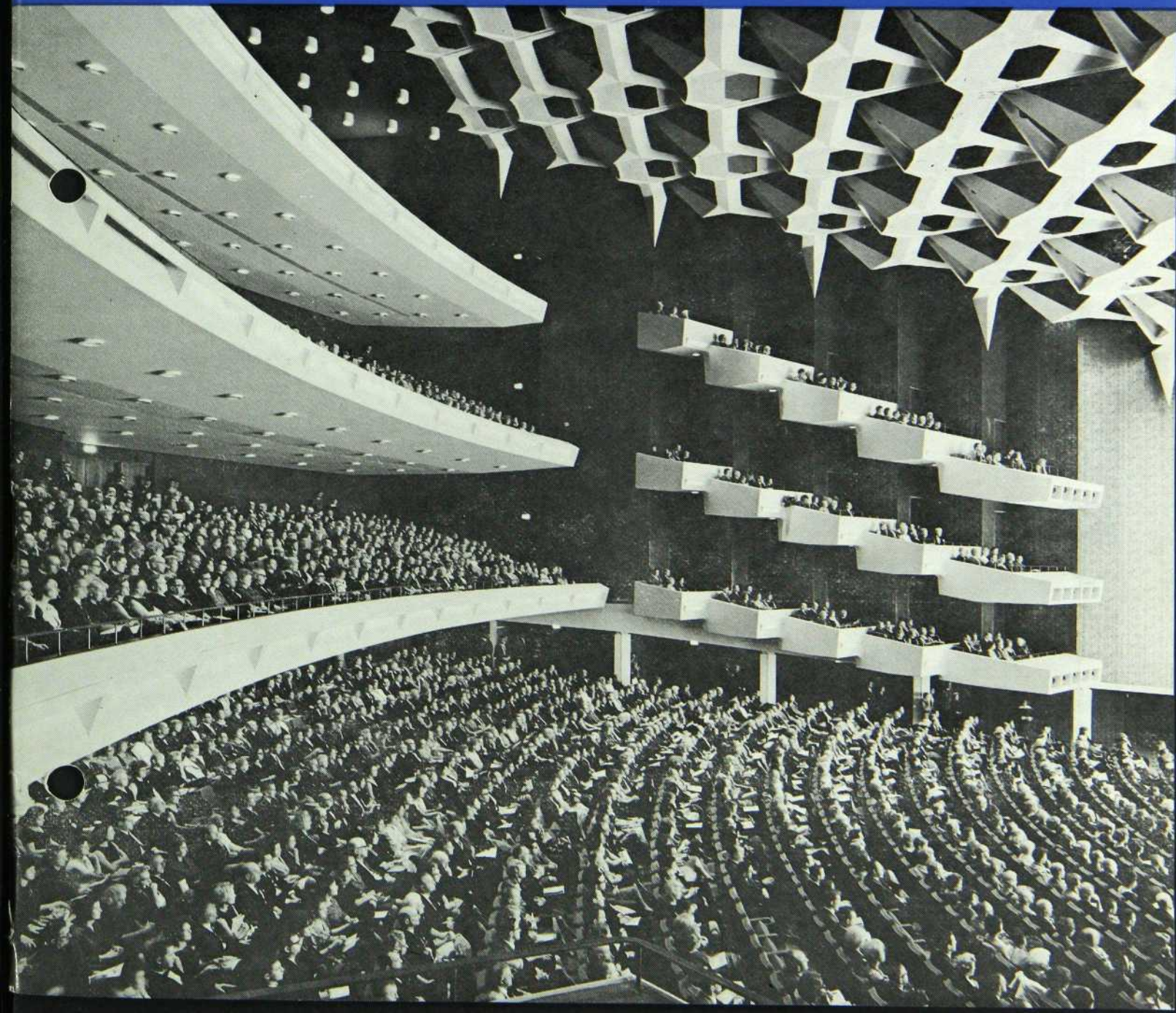
REVUE
DE LA

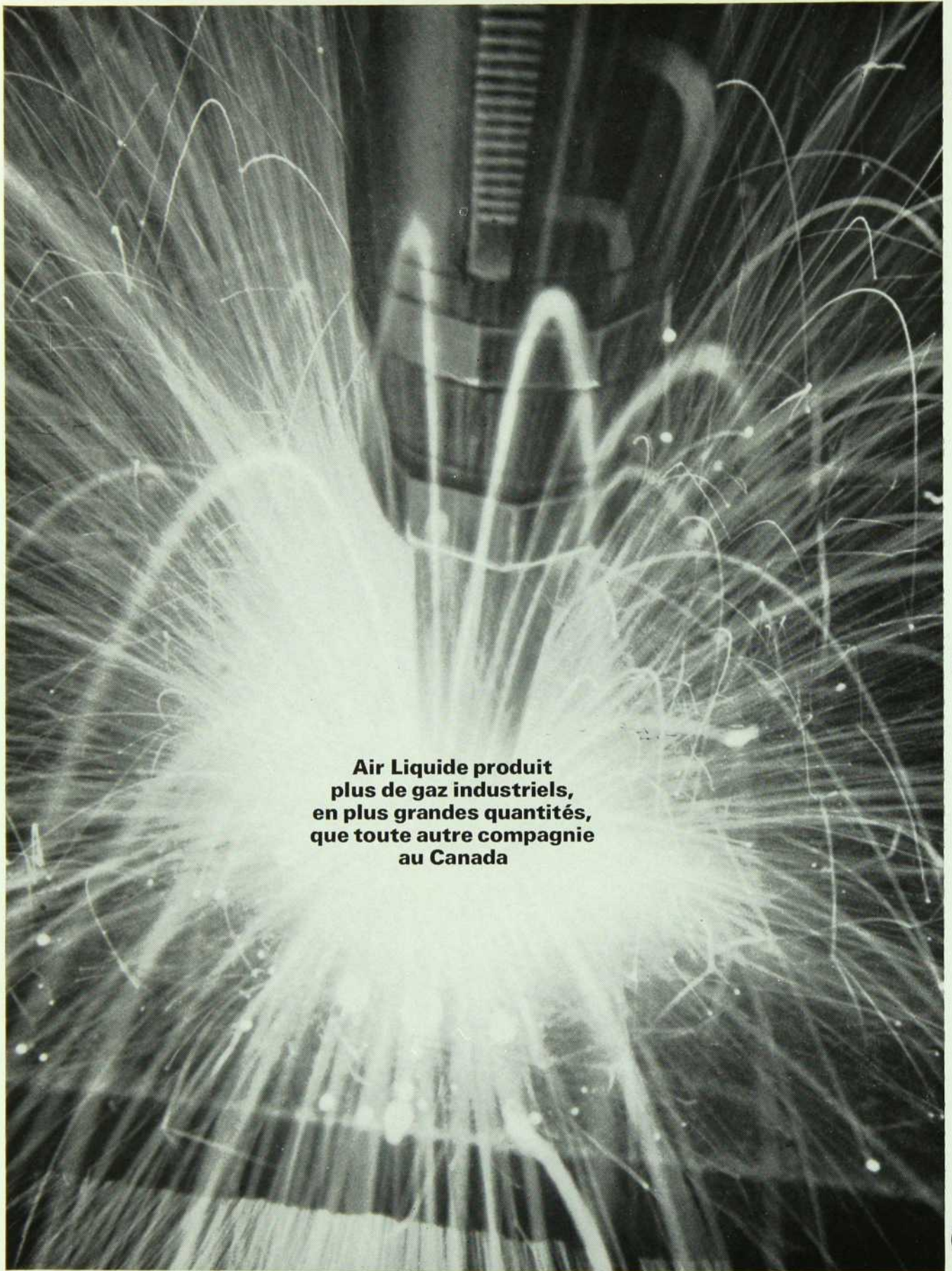
CHAMBRE DE COMMERCE

française

AU CANADA

DÉCEMBRE 1968, No 603





**Air Liquide produit
plus de gaz industriels,
en plus grandes quantités,
que toute autre compagnie
au Canada**

AIR LIQUIDE CANADA 
PREMIERS DANS LE MONDE DES GAZ INDUSTRIELS
4935 est, rue Beaubien, Montréal 409, Qué.

REVUE
DE LA
CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE
AU CANADA

Novembre 1968, No 603

La conjoncture au Canada	H. M.	3
Technology Gap — Management Gap	J. G. Maisonrouge	5
L'Europe et les investissements au Québec	H. Mhun	11
Notre campagne de recrutement		15
Air Liquide Canada Ltée — Une idée en marche		21
L'incidence de la nouvelle politique économique du gouvernement français		25
Propositions d'affaires		31
Nos nouveaux membres		33

LA CHAMBRE DE COMMERCE
FRANÇAISE AU CANADA

1080, Côte du Beaver Hall, Suite 826
Montréal 128, Qué.

Tél. : 866-2797

Adresse télégraphique : Gallia Montréal

Bureau de Paris :

7, rue Jean Goujon
Paris 8ème

La Revue est publiée tous les deux mois par
La Chambre de Commerce Française au Canada

Prix : 25 cents le numéro

*"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé
l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme
objet de deuxième classe de la présente publication."*

Imprimée par

PIERRE DES MARAIS INC.
225 est, rue Roy, Montréal 131 — 288-5191

Couverture

La salle Wilfrid Pelletier, à La Place des Arts



Bien des voitures sont le fait du hasard. L'élégante Renault 16, elle, ne l'est pas.

Car elle est due à la somme de ses caractéristiques individuelles. Lesquelles? Un intérieur spacieux et pratique qui s'adapte à tous les besoins grâce à des sièges amovibles ou transformables en couchettes. Un coffre extensible. La traction avant, dont les avantages sont reconnus: poids du moteur sur les roues motrices, d'où excellente adhérence, en particulier dans les virages et dans la neige. Une suspension à barres de torsion et à roues indépendantes. Un système de freinage à disques et à tambours, ce qui assure un rendement optimal.

Un moteur puissant et nerveux. Climatisation de l'intérieur par air pressurisé. Et une foule d'autres détails ingénieux et utiles. Et c'est en fonction de toutes ces caractéristiques que fut conçue la carrosserie de la Renault 16. Élégante, certes, mais fonctionnelle avant tout. C'est-à-dire "pensée" pour vous, pour votre confort, votre agrément, votre sécurité. A partir de \$2,498. Fabriquée au Québec.

RENAULT  **16**

Renault va plus loin.

Automobiles Renault Canada Limitée, 1305, boul. Marie-Victorin, St-Bruno (Québec).

LA CONJONCTURE AU CANADA

La plupart des économistes pensent que l'activité économique sera à peu près semblable en 1969 à celle de cette année. Les faiblesses actuelles, soit le niveau élevé du loyer de l'argent et les pressions sur le marché monétaire, le chômage et l'inflation, continueront de se manifester. Les secteurs de fermeté qui soutiendront l'activité seront principalement les dépenses de consommation, la construction de logements, une amélioration des investissements et le commerce extérieur.

Le commerce extérieur laissera cette année un excédent de plus de \$1 milliard, montant considérable attribuable surtout à la vigueur des exportations aux Etats-Unis. Il est donc possible que l'habituel déficit de la balance des transactions courantes soit ramené à \$250 millions en 1968. Il est probable que la conjoncture sera moins favorable en 1969 aux Etats-Unis et, de ce fait, la performance des exportations pourrait être moins impressionnante que cette année.

Malgré l'augmentation récente des impôts, les achats des consommateurs demeureront probablement fermes. Ils utiliseront l'épargne qui est élevée et ils recourront au crédit. Le volume des dépenses de consommation pourrait donc augmenter de 4 à 5% l'an prochain.

Quant aux investissements, en dépit de l'argent cher, ils devraient progresser approximativement de 6% dans le secteur privé et de 9% dans le secteur public. La demande sera soutenue, en particulier, par un fort volume de mises en chantier de logements.

Tout considéré, le produit national brut pourrait croître de 7½ à 8% environ en 1969. Compte tenu d'une hausse des prix de l'ordre de 3½%, le gain réel approximatif serait de 4%, soit à peu près de même grandeur que cette année.



A tous ses membres et ses amis,

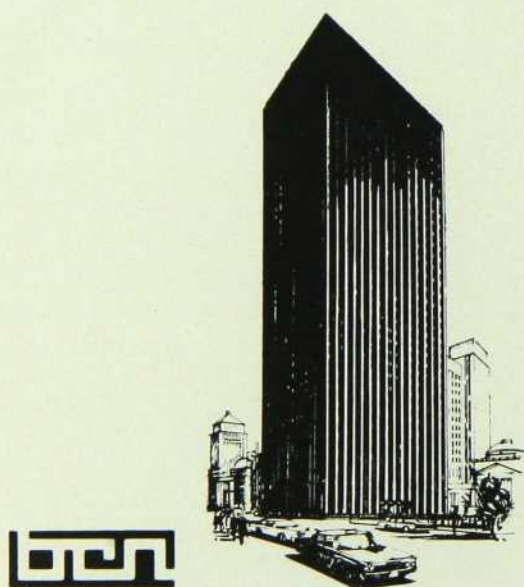
la Chambre de Commerce Française au Canada

offre ses meilleurs vœux

à l'occasion de Noël et du Nouvel An.

L'économie canadienne
bénéficie de la
présence dynamique,
en notre milieu, de
la Chambre de Commerce
française au Canada.
À l'occasion de la
campagne de recrutement
de cette chambre,
nous encourageons
les hommes d'affaires
à augmenter ses effectifs
déjà imposants.

Bon
succès!



Banque Canadienne Nationale

TECHNOLOGY GAP - MANAGEMENT GAP

par JACQUES G. MAISONROUGE

M. Jacques G. Maisonrouge, président de I.B.M. World Trade Corporation et vice-président de International Business Machines Corporation, était l'invité d'honneur de la Chambre à son déjeuner mensuel du 19 novembre. Devant un auditoire nombreux et très attentif il a parlé de l'écart qui sépare l'Europe et les Etats-Unis en ce qui concerne la technologie et la gestion des affaires. Il a fait également un exposé sur les aspirations de la jeunesse actuelle et ses tendances. Le texte de M. Maisonrouge sur ces deux sujets d'une grande actualité est publié intégralement dans les pages suivantes.



M. J. G. Maisonrouge

Pearl Buck a écrit :

« Nous dans notre pays, nous nous sommes endormis — pensant qu'il était encore nuit et que le monde dormait avec nous. Mais le jour s'est levé depuis longtemps et ces étrangers se sont mis au travail... Pourrons-nous jamais rattraper le temps que nous avons perdu ? »

Il semble bien que ces phrases s'appliquent à l'Europe d'aujourd'hui si l'on en juge par l'attention donnée à « tous les retards ». Depuis bientôt 3 ans, les Européens ont été préoccupés par ce que l'on a appelé le « technological gap », ou retard technologique.

Avant d'examiner la question avec le sérieux nécessaire, un grand nombre d'orateurs et d'écrivains se sont lancés dans la bataille, au point qu'ils ont pu faire croire à l'homme de la rue qu'il y avait une espèce d'infériorité intellectuelle fondamentale de l'Européen vis-à-vis de l'Américain.

Puis, on a cherché à donner des explications. Et, comme toujours, l'analyse objective a été rendue impossible par le désir de chercher des excuses à nos faiblesses en expliquant la réussite des autres, non pas par leurs qualités mais par la chance ou par l'intervention d'éléments extérieurs. C'était le moment où toute la réussite technologique américaine était due, dans l'esprit des Européens, aux fonds généreusement distribués par le gouvernement des Etats-Unis en particulier dans le domaine de l'espace.

Après cette période initiale, des études sérieuses furent faites, en particulier celles de l'OECD et de la Communauté Européenne.

On a pu alors quantifier le retard technologique, mais on a aussi constaté des faits nouveaux.

Le plus important, peut-être, a été de mettre en évidence la participation européenne aux découvertes scientifiques importantes des 30 dernières années.

A l'origine de toutes les grandes réussites techniques, on trouve des inventions européennes. Ceci est vrai pour les réacteurs, les fusées, le radar, la bombe atomique, le laser, et bien d'autres.

Une enquête faite récemment montrait que, pendant l'année 1964, dans cinq pays européens — l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie et la Suisse — il y avait eu plus d'inventions donnant lieu à brevets qu'aux-Etats-Unis.

Puis il y a eu l'attention donnée au « Brain Drain ». Après tout, les cerveaux européens n'étaient pas si mauvais si les grandes entreprises américaines essayaient de s'en emparer. De 1956 à 1961, 2233 ingénieurs et scientifiques ont émigré chaque année d'Europe vers les Etats-Unis, parmi lesquels 662 Anglais. Ce « Brain Drain » n'est pas nouveau : le tiers des titulaires de Prix Nobel vivant aux Etats-Unis sont d'origine et d'éducation européennes.

Après avoir « dépassionalisé » le débat, on a fini par constater que le fameux retard technologique était en fait un « management gap ». Et, par management, j'entends la gestion au sens très large, y compris celle du budget national.

On a cru pendant longtemps, et je suis sûr que beaucoup d'Européens croient encore, que l'une des raisons du retard technologique de l'Europe était que les universités des Etats-Unis produisaient beaucoup plus d'ingénieurs et de scientifiques que les universités européennes. Or, les faits prouvent que les deux continents sont à peu près à égalité : 690,000 personnes avec un diplôme scientifique en Europe contre 650,000 aux Etats-Unis.

Par contre, l'Europe est en retard si l'on considère le nombre total des diplômés.

Les pourcentages des dépenses publiques d'éducation consacrés à l'éducation supérieure sont les suivants :

U.S.A.	26%
France	15%
Allemagne	13%
Italie	10%
U.K.	14%

L'Europe a contribué aux nouvelles inventions — l'Europe a autant de scientifiques que les Etats-Unis — et pourtant, l'Europe est en retard.

Le problème fondamental a été le passage de l'invention à la production. Une étude publiée en 1958 en Angleterre montrait que, parmi 75 inventions importantes faites en Allemagne, Angleterre, France et Etats-Unis au cours du 20ème siècle, 15 avaient conduit à des produits ou procédés mis en œuvre dans les pays européens contre 38 aux Etats-Unis.



M. Maisonrouge pendant sa conférence. A sa gauche M. Louis de Laigue, consul général de France à Montréal.

Problème de direction donc; problème de mise en œuvre intelligente des ressources disponibles.

Les racines de ce problème : le système d'éducation d'abord; et si j'ai évoqué certains de ses aspects quantitatifs, sa qualité ne peut pas être ignorée. Nous en reparlerons plus tard.

Puis les attitudes : les hommes qui sont au pouvoir aujourd'hui dans l'industrie comme au gouvernement ont pour la plupart été formés entre 1920 et 1945, c'est-à-dire dans une période de stagnation

économique totale où le « culte de la croissance » si nécessaire à l'économie moderne était totalement ignoré. En France, cette stagnation s'accompagnait d'une stabilité démographique inquiétante. Ces hommes n'ont pas eu, en général, l'état d'esprit nécessaire à la réussite dans une économie qui depuis 20 ans a subi une transformation extraordinaire.

Ils ont vécu pendant des années sur la défensive et ont gardé bien des habitudes du passé. Dans le cas de la technologie en particulier, l'industriel européen a bien souvent considéré la recherche comme un luxe.

On a dit bien souvent que l'étroitesse du marché des capitaux en Europe était l'obstacle principal au développement des industries européennes. Or, on constate que, depuis plusieurs années, les investissements réalisés par les filiales des affaires américaines ont été financés en grande partie par des emprunts locaux et que, depuis le 1er janvier 1968, plus de 3 milliards de dollars ont été empruntés en Europe par ces mêmes affaires. Donc, si les Européens avaient eu l'esprit d'entreprise des Américains, ils auraient pu trouver les fonds nécessaires au développement de leurs entreprises.

C'est dans ce climat de « gap technologique » et de « management gap » que la jeunesse se prépare à l'avenir. En même temps, la mutation extraordinaire de l'économie française se produit et, chaque année, 100,000 personnes quittent le secteur agricole pour aller vers la ville.

Il serait trop facile de dire que, dans ces circonstances, les événements de mai pouvaient être prévus.

Disons simplement qu'à posteriori, ils ne sont pas étonnants.

Pendant ces « événements », la hiérarchie universitaire s'est effondrée. Dans certaines entreprises s'est développée une révolution semi-bourgeoise, celle des cadres. Ceux-ci sont dressés contre une hiérarchie à laquelle ils n'avaient pas le sentiment de participer et qui tendait à les ignorer.

C'est l'intervention des cadres dans la révolte qui a été, à mon avis, le fait fondamental de cette période troublée. Or, ces cadres révoltés étaient en général des hommes de moins de quarante ans qui n'admettaient plus les méthodes de direction de la génération précédente. Ils aspirent à des techniques nouvelles de gestion et sont très conscients du « management gap ».

Il faut maintenant essayer de comprendre ces événements et que chacune de nous contribue dans

la mesure où il le peut à la résolution des problèmes qu'ils ont mis en évidence.

Nous avons fait une étude à laquelle ont participé tous les étudiants qui ont effectué un stage à l'IBM l'été dernier, et je voudrais vous en parler car nous pourrions y trouver quelques explications aux événements de mai et juin.

Ces événements sont d'autant plus intéressants qu'ils ont une portée générale. Ce qui vient de se passer au Mexique — et qui malheureusement a été beaucoup plus violent qu'en France — le montre bien.

Et il y a eu Berlin, Tokyo, Berkeley, Columbia.

Quelle est donc l'opinion des étudiants français que nous avons interrogés.

D'abord, ils pensent que la population étudiante comprend :

- 80% de résignés;
- 10% de réformistes;
- 10% de révolutionnaires, d'anarchistes.

Les résignés, les passifs, forment donc la grande masse et pourtant, beaucoup parmi eux ont suivi le mouvement de mai.

Il semble que le mouvement ait été spontané. Puis, il a été pris en main par les révolutionnaires Maoïstes et Castristes; et il paraît établi aujourd'hui que de faibles au départ, l'influence Castriste et Chinoise se soit développée pendant l'été.

Des sociétés chinoises se sont établies à Paris pour faciliter le transfert des fonds. Un camp international a été créé à Cuba, à Pinar del Rio, pour entraîner les jeunes révolutionnaires. Entre le 13 mai et le 25 juillet, 300 Français et 400 autres Européens ont participé à ces stages.

Mais, quelle que soit l'activité de ces mouvements, la minorité qu'ils représentent n'aurait pas été suivie s'il n'y avait pas un mouvement de fond, dont les grandes tendances paraissent être les suivantes :

1. *Désir de prendre des responsabilités et désir de participation*

Plus que leurs aînés, les étudiants d'aujourd'hui sont bien informés de ce qui se passe dans le monde. Ils ont senti qu'avec la vitesse extraordinaire de l'évolution technologique, la « fameuse expérience » que les générations précédentes évoquent volontiers a de moins en moins de valeur. Pour ces raisons, les jeunes

veulent intervenir directement dans les décisions qui les concernent.

2. *Refus de la hiérarchie, considérée comme un obstacle à l'épanouissement personnel*

Il semble bien que là, sauf pour quelques anarchistes inspirés par Marcuse, leur réaction soit due essentiellement à ce qu'ils constatent que le mandarinat a dominé la vie française depuis Napoléon. L'Université en a été un bon exemple où même les professeurs communistes sont des ultra-conservateurs. Et, dans certaines grandes écoles qui, bénéficiant d'une large indépendance, pourraient être modernes, on a constaté une évolution très lente des programmes.

3. *Ils ressentent un vide spirituel, une absence d'idéal.*

Parmi les étudiants français, 12,6% seulement sont issus de familles ouvrières ou agricoles; donc, issus de la classe bourgeoise, dans une société affluente, ils n'ont plus à se battre pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Ils s'ennuient et constatent que la génération précédente à laquelle appartiennent leurs pères, n'a pas résolu un certain nombre de grands problèmes. Mais l'ennui n'est pas nouveau, Jacques Bienville, mort en 1936, avait écrit : « Les vieux se répètent et les jeunes n'ont rien à dire : l'ennui est réciproque. »

4. *Ils désirent se battre*

— et n'ayant pas trouvé à se battre pour quelque chose, ils se battent contre la société.

5. *Ils se posent des questions*

Là encore, la quantité d'information mise à leur disposition leur permet de faire des comparaisons nombreuses. Ils s'inquiètent de leur avenir et constatent que leurs aînés n'ont pas préparé leur entrée dans la vie post-scolaire.

Universités peu modernes, professeurs distants, programmes périmés. Tout s'offre à leurs critiques.

Ils se sont orientés sans conseils vers des études qui ne conduisent à rien. 2.000 sociologues, 700 archéologues de l'Université de Paris s'étonnent que leurs diplômes, péniblement acquis, n'ouvrent pas de portes.

PLUS QUE CENTENAIRE EN FRANCE,

LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La seule Banque de Dépôts Française aux États-Unis

vous offre dans ses deux succursales de New York

- **Succursale Principale : 66 Wall Street, New York 10005 - 269-4600**
- **Rockefeller Center : 15 West 50th Street, New York 10020 - 581-9630**

un service bancaire complet et notamment :

Transferts de fonds aux États-Unis et à l'étranger ;

Chèques de voyage, comptes de chèques, comptes d'épargne, etc.

Ces tendances des étudiants français se retrouvent dans tous les pays et aux États-Unis en particulier.

Voilà rapidement évoquées quelques-unes des pensées des jeunes hommes et femmes d'aujourd'hui. Et ces pensées ne sont pas seulement celles des réformistes et des révolutionnaires mais aussi celles des résignés.

Ce sont ces étudiants, très nombreux, qui dans les années prochaines vont entrer dans l'Industrie, le Gouvernement et l'Université.

Et à ces problèmes de fond s'ajoute dans le cas de la France une situation démographique extraordinaire. 30% des Français ont moins de 20 ans. L'âge moyen du corps électoral en juin 1968 a été le plus bas de l'histoire de France.

Les fortes classes de l'après-guerre, l'accroissement de la scolarisation, l'absence de sélection réelle lors de l'entrée à l'Université provoquent un grand embouteillage.

Il n'est pas de ma compétence de discuter de la réforme des enseignements, mais j'aimerais explorer avec vous quelques-unes des solutions qui s'offrent à une entreprise industrielle pour intégrer cette jeunesse à la fois turbulente et désenchantée.

1. Créer « l'engagement »

L'entreprise doit avoir des objectifs précis dont certains vont bien au delà de la croissance du chiffre d'affaires et des profits. Ils doivent être tels qu'ils puissent exiger des membres du personnel de se dépasser pour réaliser certaines de leurs ambitions supérieures. Il n'est pas toujours possible à l'entreprise d'avoir une activité telle que son personnel ait l'impression de s'engager dans une mission importante pour l'humanité, mais il est toujours facile de trouver quelque chose qui rende l'entreprise « meilleure ».

Dans le cas de ma société, par exemple, nous avons trois principes de base :

- Le respect de l'individu;
- La recherche de l'excellence;
- La recherche de la satisfaction du client.

Ceci peut paraître un peu simpliste, mais lorsqu'une direction s'attache à mettre de tels principes en œuvre, il se crée un climat, un esprit de corps, qui donnent à tous les employés le sentiment d'appartenir à un groupe qui « fait bien ».

2. Favoriser la « participation »

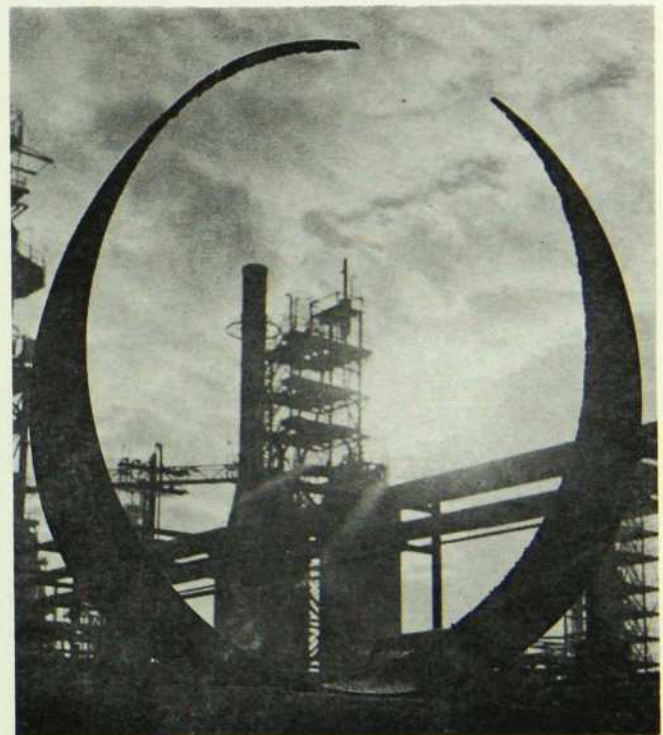
Je n'entends pas par là la participation au sens du fameux amendement Vallon, mais, la vraie participation aux décisions.

Ceci exige le « management par consensus ». Il faut maintenir un dialogue continu entre tous les échelons de la société. Ceci doit commencer en haut, bien sûr, et rejette au magasin des antiquités le patron dictatorial.

Pour qu'il y ait participation intelligente aux décisions, il faut que le personnel soit bien formé et bien informé.

Il est donc désirable que les entreprises modernes consacrent des sommes importantes et du temps des dirigeants à la formation permanente. Je dis bien formation permanente et non pas recyclage.

Il est étonnant de voir combien les patrons européens ont été longs à comprendre ce besoin d'éducation du personnel.



Coup d'oeil sur la raffinerie de l'Imperial Oil à Montréal-Est.

J'ai été frappé au cours de nombreuses conversations que j'ai eues avec nos cadres qui participaient à des cours de direction de constater que ce qu'ils considéraient comme le problème de moral principal était la crainte de l'adolescence. Pendant les événements de Juin en France, et bien que nous n'ayons pas eu de grève, l'une des revendications de notre comité d'entreprise a été « davantage d'éducation ».

Suite à la page 16



M. Bertrand Namy, Directeur Général de la Chambre

M. Bertrand Namy vient d'être nommé directeur général de la Chambre de Commerce Française au Canada. Il exerce ses fonctions depuis le 1er novembre 1968. M. Namy est né en 1932 à Thionville (Moselle). Il a fait ses études secondaires et universitaires à Paris: diplômé ingénieur en 1956 (E.T.P., Paris). Il a plus de dix ans d'expérience en France et à l'étranger dans la construction et la gestion d'ensembles industriels. M. Namy a été délégué au Canada du groupe SOCALTRA du début de 1967 à la mi-1968.



Notre nouveau Secrétaire Général

M. Bernard Tainturier, coopérant, est secrétaire général de la Chambre de Commerce Française au Canada depuis cet automne. Né à Paris en 1943, il est diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Rouen. Il a effectué deux stages, l'un en France à la Société Générale, et l'autre aux Etats-Unis chez Kresge, à Détroit.

UN GUIDE PRÉCIEUX

Pour les hommes d'affaires qui occupent des postes importants, la Banque de Montréal publie chaque mois la "Revue des Affaires" où, sous une forme concise et impartiale, ils trouvent une mine de renseignements. Cette revue est aussi un guide précieux donnant un aperçu précis de l'évolution de la situation économique au Canada.

Ce rapport mensuel est préparé et rédigé par des économistes experts de la

B de M ayant à leur disposition toute la documentation et l'expérience de la Première Banque au Canada. Si vous voulez vous tenir au courant de l'actualité financière, écrivez au Service des Opérations bancaires internationales de la Banque de Montréal—C.P. 6002, Montréal (Québec, Canada)—et nous vous enverrons chaque mois notre "Revue des Affaires".



Banque de Montréal

La Première Banque au Canada

PARIS

10, place Vendôme, Paris 1er
Vice-président pour l'Europe continentale:
C. E. Noblet

LONDRES

Bureau principal: 47 Threadneedle Street, London E.C.2
Vice-président pour le Royaume-Uni et gérant:
A. S. C. Black
Bureau du West-End—9 Waterloo Place, London S.W.1
Gérant: Eric M. West

DÜSSELDORF

Königsallee 6, Düsseldorf
Représentant:
R. J. R. Bonneland

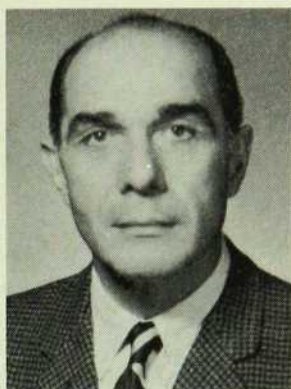
ACTIF DE PLUS DE \$6,000,000,000

Plus de 1,000 bureaux au Canada, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Europe continentale, au Mexique et au Japon • Filiale aux Antilles: Bank of London & Montreal Limited, siège social à Nassau • Correspondants de banque dans le monde entier.

L'EUROPE ET LES INVESTISSEMENTS AU QUÉBEC

par H. MHUN

Le 13 novembre, devant les membres du Club Saint-Laurent Kiwanis de Montréal réunis au Ritz Carlton, M. Mhun, économiste-conseil, a fait un exposé sur les investissements européens au Québec. Nous en reproduisons le texte dans les pages suivantes.



M. H. Mhun

Parler des investissements, c'est parler d'une grande vedette, de la prima donna de la scène économique canadienne. Car les investissements représentent au Canada de 20 à 25% de la production — plus exactement du produit national brut, suivant les années. C'est considérable, nettement plus qu'aux États-Unis. C'est même la proportion la plus forte dans le monde après le Japon. Dans cette épreuve, le Canada serait donc assuré d'avoir une médaille d'argent.

Ce niveau élevé tient dans une large mesure à la nature même de l'économie canadienne : le vaste territoire et la faible densité de la population accroissent le coût d'aménagement et d'exploitation des réseaux de transport, de communications et d'énergie; l'exploration et l'exploitation des vastes ressources naturelles exigent des capitaux considérables — que l'on songe, par exemple, au pétrole; les industries secondaires sont nombreuses et disséminées un peu partout; l'augmentation rapide de la population et la forte croissance urbaine entraînent des équipements socio-économiques et administratifs considérables — pensez à l'éducation par exemple; enfin les rigueurs du climat se traduisent dans certains cas par des coûts élevés. Bref, l'économie canadienne a besoin de capitaux énormes pour s'équiper et se développer.

Cette soif de capital se manifeste partout au Canada, en particulier au Québec. Les besoins d'investissements sont même plus urgents ici qu'ailleurs, car il faut procurer des emplois à une très forte proportion de jeunes qui, chaque année, se présentent sur le marché du travail. Et ceci dans une économie qui souffre de chômage chronique.

Or, il faut bien constater que la situation d'ensemble, à l'égard des investissements n'est pas particulièrement satisfaisante. Alors que la population du Québec représente presque 29 p. cent de celle du Canada, les investissements publics et privés s'établissent à un niveau inférieur, soit 24 - 25% de 1961

à 1965. Et ce pourcentage a même fléchi ces dernières années; il ne sera que de 22% environ cette année. L'écart a donc agrandi.

Si l'on considère les industries manufacturières seules, on constate que depuis 1960, malgré la révolution dite tranquille, malgré les réalisations du gouvernement provincial dans le sens d'une meilleure organisation du développement de l'économie, leur croissance est plus lente au Québec que dans l'ensemble du Canada et en Ontario en particulier. Per capita, de 1961 à 1967 inclus, leur augmentation est de 62% au Québec, 76% en Ontario et 81% au Canada. L'écart avec l'Ontario, province voisine et concurrente dans tous les domaines, reste assez considérable : les investissements dans les industries secondaires — y sont en effet le double de ceux du Québec. Per capita l'écart est de près de $\frac{2}{3}$. On voit que l'effort d'industrialisation devrait être accentué car, faut-il le rappeler, les investissements constituent l'un des principaux moteurs de l'expansion économique. Ils conditionnent dans une large mesure le niveau de vie et l'emploi.

Voilà donc quelques constations de l'économiste indépendant : le politicien, lui, en fait ce qu'il en veut...

* * *

D'où viennent ces investissements et comment sont-ils financés ? L'épargne locale, vous le savez, est très insuffisante au Canada pour assurer la formation de tout le capital nécessaire à l'expansion de l'économie. Il faut donc recourir aux capitaux étrangers.

Sous la forme d'investissements directs et de placements de portefeuille, ceux-ci ont représenté ces dernières années 20% environ de la formation brute de capital au Canada. C'est une proportion très forte. Ainsi, en France, le capital étranger ne représente que 5% environ de l'investissement productif global.

On ne possède pas de chiffres précis pour le Québec en particulier, mais il est probable que la situation

est comparable à celle du Canada. Notre activité économique dépend par conséquent de l'épargne des autres. Sait-on, à ce sujet, qu'environ la moitié de la dette à long terme de l'Hydro-Québec, garantie par le gouvernement du Québec, est remboursable aux États-Unis? En d'autres termes, l'Hydro-Québec a financé la moitié de ses investissements avec du capital américain. Puis-je ajouter qu'il est heureux qu'il y ait associé des techniques européennes.

A quoi peut-on attribuer le manque de dynamisme récent des investissements au Québec? Pour une part, à certaines difficultés de financement.

D'une façon générale le niveau élevé des taux d'intérêt a freiné les investissements. L'inflation tend de son côté à encourager les placements en action et à décourager les emprunts à long terme, dont dépend la réalisation d'un grand nombre de projets d'équi-

pements du secteur public et du secteur privé. Enfin, la croissance des investissements directs américains est moins forte.

À ces facteurs, sensibles dans tout le Canada, s'en ajoutent d'autres particuliers au Québec. Le gouvernement québécois doit payer un taux d'intérêt plus élevé que le gouvernement fédéral ou le gouvernement de l'Ontario sur ses emprunts à long terme. Malgré l'appui de la Caisse de dépôt et de placement, qui acquiert une partie des obligations de la Province, l'écart des taux avec l'Ontario est actuellement d'un peu plus de 1/2%.

Cet écart est dû dans une certaine mesure au fait que la dette du Québec a beaucoup augmenté depuis 1960 et qu'elle s'est élevée plus vite que les revenus du gouvernement. Depuis 7 ans, sa dette directe et indirecte a grossi de 4 fois alors que les revenus



FRANCE
le paquebot de vos vacances
COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE
1255, SQUARE PHILLIPS, MONTRÉAL

CROISIÈRES AUX ANTILLES — Départs de New-York : 3 janv., 11 janv., 24 janv., 8 fév., 25 fév., 6 mars.
Consultez la Transat ou votre Agence de Voyages.

n'ont augmenté que de 3 fois. Les émissions nouvelles se placent moins facilement. Le financement des investissements publics se heurte donc à certaines difficultés.

De plus, le climat politique n'a pas facilité les choses. La confusion et l'incertitude quant à l'avenir politique de la province, en particulier les craintes d'une éventuelle sécession du Québec, ont provoqué des réticences parmi un bon nombre d'investisseurs. Ces réticences se manifestent d'ailleurs également dans le domaine des investissements directs.

Il faut ajouter enfin que beaucoup d'épargnants sont prudents, très prudents, quand il s'agit de participer au financement d'une entreprise industrielle qui, comme toute entreprise, présente des risques. Pourtant l'épargne des Canadiens français n'est pas négligeable mais elle est trop souvent dirigée vers des investissements non-productifs. Elle pourrait certainement être utilisée de manière plus productive.

* * *

Quelle place l'Europe occupe-t-elle comme source de capital extérieur ? En 1964, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques complètes, 80% des \$16 milliards d'investissements directs étrangers au Canada provenaient des États-Unis, 12% de la Grande-Bretagne et 6% environ de l'Europe occidentale⁽¹⁾. La part de celle-ci est donc faible, somme toute marginale.

Toutefois, et ceci mérite d'être souligné, les investissements directs en provenance d'Europe s'accroissent rapidement. De 1955 à 1964, ils ont triplé, passant de \$300 à 900 millions environ. Et cette tendance s'est poursuivie ces dernières années. Les investissements directs et les prêts de la France, par exemple, qui étaient à peine de \$4 millions en 1962, se chiffrent à près de 50 millions en 1966.

Les investissements de la France, la Belgique, la Hollande, la Suisse et l'Allemagne — pour ne prendre que les principaux pays — se répartissent un peu partout au Canada et dans des secteurs très variés. Le Québec en a sa large part; les capitaux français y sont présents dans un grand nombre d'industries et de services: exploration et exploitation minières, pâtes et papiers, ciment, matériel électrique, engrais, chimie, finance, immeuble — et j'en passe. Depuis 2 ou 3 ans toutefois, une grande partie des investissements français — probablement la majorité — est dirigée vers l'ouest, dans la potasse en Saskat-

chewan et surtout le pétrole en Alberta. En effet, les grandes sociétés pétrolières françaises participent à l'exploitation et à la recherche de pétrole non seulement en Alberta, mais dans les régions arctiques et la baie d'Hudson.

La part de l'Europe, comme fournisseur de capitaux, s'est également accrue depuis peu sous la forme de prêts à moyen terme. Cette année le gouvernement du Québec a emprunté \$150 millions environ sur les marchés financiers européens. Ces emprunts, effectués en euro-dollars et en marks, ont couvert à peu près le quart de ses besoins en capital extérieur.

Le Québec n'est du reste pas le seul qui ait eu recours dernièrement au marché financier européen. Il est en bonne compagnie: le gouvernement fédéral, les provinces de l'Ontario, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve, la Commission Hydroélectrique du Manitoba et la Ville de Québec étaient du nombre.

Cette source de capitaux relativement nouvelle vient diversifier les deux sources traditionnelles de financement, soit le marché canadien et le marché américain. Et c'est heureux. À quoi peut-on attribuer ce changement ? En grande partie à l'évolution de la conjoncture économique et financière. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis amène ce pays à prendre des mesures restrictives à l'égard des sorties de capitaux. Par contre, les pays européens, qui jouissent d'une balance excédentaire et d'importantes réserves monétaires, sont devenus exportateurs de capitaux.

C'est précisément le cas de l'Allemagne où, par suite de l'abondance des capitaux disponibles, les taux d'intérêts sont actuellement plus bas qu'au Canada. Il n'est pas étonnant que, d'un peu partout dans le monde, l'on vienne faire la queue devant les portes du marché financier allemand.

La République fédérale allemande jouit effectivement d'une grande aisance monétaire. L'activité économique intérieure est forte, le commerce extérieur laisse un surplus considérable, la balance des paiements est très excédentaire et les réserves monétaires dépassent actuellement \$4 milliards. Cette situation privilégiée, face au déficit de la balance des paiements aux États-Unis, de la Grande-Bretagne et maintenant de la France, n'est du reste pas sans inconvénients. En effet, les grands partenaires de l'Allemagne, moins favorisés, aimeraient bien que celle-ci réévalue sa monnaie dans l'espoir d'arriver ainsi à un meilleur équilibre des balances en question. Les rumeurs de réévaluation du mark — démenties par les autorités allemandes — contribuent elles-mêmes à accroître les entrées de capitaux.

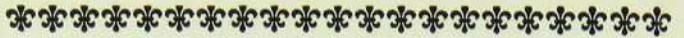
(1) Il s'agit des pays européens membres de l'O.C.D.E.

Le gouvernement de Bonn s'est opposé jusqu'ici à la réévaluation pour des raisons de politique économique intérieure. Il cherche donc, pour alléger les pressions qui s'exercent sur la hausse du mark, à exporter du capital; on estime que plus de \$1 milliard de capitaux seront exportés d'Allemagne cette année.

Tant que les taux d'intérêt y seront inférieurs à ceux du Canada et que les autorités allemandes favoriseront la sortie de capitaux, les Canadiens pourront continuer à se financer en Allemagne. Toutefois, on ne doit pas exclure l'éventualité d'une réévaluation du mark qui, même si elle n'était que de 5 à 10%, rendrait tout financement aléatoire, car, à l'échéance, il faudrait rembourser avec un mark allemand plus élevé que celui qui existait au moment de l'emprunt. L'avantage que l'on trouve actuellement à obtenir un crédit meilleur marché pourrait être alors annulé, et même au-delà. D'ailleurs, la forte demande de capitaux tend à faire monter les taux de l'argent sur le marché allemand. Il semble donc que celui-ci sera abordé avec prudence au cours des prochains mois et que le volume des financements canadiens y sera moins importants qu'il ne l'a été depuis le début de cette année.

En ce qui concerne les entreprises privées, les perspectives d'investissements directs, de prêts ou de placements de portefeuille en provenance d'Europe sont favorables. On constate un regain d'intérêt pour les valeurs canadiennes. Il est rare d'ailleurs, qu'un bon projet rentable ne trouve pas les capitaux nécessaires à sa réalisation. Et, comme je viens de le souligner, la plupart des pays industrialisés du vieux continent, la France en tête, s'intéressent davantage au Canada. La mise en valeur de nos abondantes ressources naturelles et l'accès d'un marché au pouvoir d'achat élevé, retiennent de plus en plus l'attention. Et dans certains cas, les Européens peuvent apporter ici d'excellentes techniques de fabrication qui sont le point de départ de courants financiers et commerciaux appréciables.

Cela dit, pour des raisons géographiques et économiques évidentes, les Canadiens (qu'ils soient de Montréal, de Toronto ou de Vancouver) continueront à se tourner vers les États-Unis pour satisfaire la plus grande partie de leurs besoins de capitaux. Étant donné la puissance considérable qu'ont les Américains pour sécréter du capital et la place importante qu'occupent leurs filiales dans l'économie canadienne, les États-Unis resteront, et de loin, la principale source des investissements extérieurs. Mais la diversification au profit de l'Europe doit être accueillie avec beaucoup de satisfaction car il n'est jamais raisonnable, là comme ailleurs, de mettre tous ses oeufs dans le même panier.



POUR VOS VACANCES OU VOS VOYAGES D'AFFAIRES



voyez la
S.N.C.F.
avant votre départ.

VITESSE • EXACTITUDE • CONFORT

**LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SONT À VOTRE SERVICE**

*Pour tous renseignements:
sur billets à prix réduits, Eurailpass, etc.,
consultez votre agence de voyage ou les bureaux de la*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Chambre 436, 1500, rue Stanley, Montréal, Tél.: 288-8255



Notre campagne de recrutement



M. Pierre Siraud s'adresse aux invités de la Chambre

Pour inaugurer sa campagne de recrutement, la Chambre de Commerce Française au Canada, sous la présidence de Louis Jalabert, avait convié ses membres et leurs amis à un cocktail, le 31 octobre, au Ritz Carlton. Plus de 360 invités se sont rendus à cette manifestation qui était présidée par Son Exc. M. Pierre Siraud, nouvel ambassadeur de France au Canada. M. Siraud a adressé la parole aux convives, ainsi que M. Jalabert. Le vice-président exécutif de la Chambre de Commerce Française au Etats-Unis, M. André J. Ditte, était également présent.



MM. Ditte, Jalabert, Siraud et Forest



On remarque près du buffet M. Maurice Sodoyer, conseiller de la Chambre

Or, IBM France est probablement parmi les entreprises françaises celle qui offre le plus de possibilités de formation à son personnel.

L'entreprise a cette responsabilité de formation non pas seulement parce qu'elle doit maintenir le niveau technologique de ses employés mais aussi parce que les recrues qu'elle reçoit de l'université ou des grandes écoles n'ont pas été formées comme elles devraient l'être. Dans le cas des technologies de pointe, le niveau des étudiants est tout à fait insuffisant pour qu'ils soient utilisables immédiatement, et le nombre de ceux qui ont cette formation est lui-même trop faible. En « Informatique », par exemple, il manque plus de 6.000 cadres par an.

L'Université agit comme une entreprise qui fabriquerait des produits sans se préoccuper du marché — on n'essaie pas assez d'adapter les programmes aux besoins des futurs employeurs. Et, si les étudiants rejettent l'orientation obligatoire, il serait néanmoins désirable de les informer sur les besoins du monde extérieur.

J'ai dit plus tôt que pour participer, le personnel devrait être bien formé et bien informé.

L'information a pris pour certains l'aspect du journal d'entreprise où l'on parle des naissances et mariages et des résultats obtenus par le club sportif. Je ne nierai pas l'importance de ce moyen de communications, mais il est insuffisant. La bonne information suppose un dialogue facile et la communication à tous les échelons, sous des formes parfois différentes, des objectifs et des résultats de l'entreprise.

Quand on sait combien les dirigeants européens répugnent à renseigner même leurs actionnaires, on comprend que l'une des critiques formulées par les ouvriers et les cadres pendant les dernières grèves ait concerné l'absence de dialogue.

Il y a des techniques de communications à mettre en œuvre : journaux, notices d'information, réunions avec le personnel. Mais, il faut avant tout *vouloir* communiquer.

3. *Savoir écouter*

Les étudiants que nous avons interrogés ont tous exprimé l'opinion que ce qui les avait le plus frappé pendant les événements de Mai-Juin était qu'ils pou-

société générale d'importation inc

Pour organisation de dégustations de vins et fromages, réceptions, etc...
signalez 932-7249



BORDEAUX

1963
Château de Terrefort-Quancard
Cru exceptionnel
Appellation Bordeaux Supérieur Contrôlée
Référence: 391 E

BOURGOGNE



Rosé
Macon Rosé
Appellation Macon Rosé contrôlée
Référence: 531 F



ROSÉ ANJOU PÉTILLANT

Bassereau
Saumur (Maine-&-Loire) France
Référence: 544-D

1745 avenue cedar, suite 403, montréal 25, p.q., canada — tel. 932-7631

vaient parler et être entendus. Raymond Aron a écrit qu'il y avait eu « un marathon de palabres ».

Ils veulent exprimer des opinions et ils désirent qu'on en tienne compte.

Le personnel d'une entreprise a la même attitude. Il est donc nécessaire que les dirigeants à tous les échelons apprennent à écouter.

Pour apprendre à écouter à l'ensemble des cadres, il faut évidemment que la direction démontre qu'elle réagit à ce qu'elle entend.

Il y a des moyens d'expression qui sont reconnus dans toutes les entreprises françaises : comité d'entreprise, délégués du personnel; mais, à mon avis, ils sont très insuffisants parce que leurs réunions sont périodiques alors que le dialogue doit être permanent.

A l'IBM, nous avons ajouté plusieurs méthodes de communications.

D'abord, ce que nous appelons « L'Open Door Policy » qui permet à tout employé d'écrire au Pré-

sident ou au Chairman of the Board si sa direction n'a pas répondu à une question de façon satisfaisante.

Puis, nous avons le « Speak Up Programme », qui peut être utilisé pour poser des questions, contester des décisions, exprimer des critiques.

Il y a également un concours permanent de suggestions, et nous faisons de fréquentes enquêtes d'opinions qui nous permettent d'évaluer l'image de la société.

Ces différents moyens de communication se sont montrés très efficaces et ont certainement créé un climat dans lequel chaque cadre est lui-même en fonction de son aptitude à « écouter ».

4. *Faire participer la société aux grandes tâches nationales et à l'aventure humaine*

Ceci rejoint ce que j'ai dit sur l'engagement. Nous avons vu que les jeunes ressentent profondément l'absence d'idéal.

société générale d'importation inc

Pour organisation de dégustations de vins et fromages, réceptions, etc...
signalez 932-7249



APÉRITIF

Pellisson
Pineau de Charentes
Appellation contrôlée
Référence : 541-D

Izarra jaune
Référence : 213-A



LIQUEUR BASQUE

Izarra vert
plus forte, plus corsée
Référence : 213-B

CHAMPAGNE



Castellane
Cuvée Royale
Brut Référence : 569-I
Sec Référence : 569-H

1745 avenue cedar, suite 403, montréal 25, p.q., canada — tel. 932-7631

Même si la recherche de bénéfices élevés est un objectif important de toute société industrielle parce que ces bénéfices sont la condition de sa survie, il faut savoir faire des dépenses importantes dans des domaines qui ne sont pas liés directement — en apparence — aux activités de la société.

Bien qu'il soit difficile de quantifier l'impact d'un moral élevé sur le compte de profits et pertes, il est certain qu'un taux de rotation peu élevé du personnel est favorable à la bonne marche de l'affaire.

Dans notre cas, par exemple, il est absolument établi que les filiales qui ont les meilleurs résultats d'ensemble sont celles qui ont le taux « d'attrition » le plus faible.

Il y a bien des actions qui peuvent créer dans l'entreprise un sens de responsabilité dans le développement d'une société meilleure.

Je voudrais développer l'une de ces possibilités : l'internationalisme.

On ne devrait jamais oublier que tous les grands mouvements de pensée — ceux qui ont survécu en tout cas — ne se sont pas limités au cadre étroit des frontières. Le Christianisme a dépassé Rome; le Marxisme n'est pas seulement Russe. Emile Faguet écrivait : « La révolution française — celle de '89 — a été tout d'abord cosmopolite, et non française; a songé à l'homme plus qu'à la patrie; et n'est devenue patriote que lorsque le territoire a été envahi. » Il est symptomatique que le « leader » de la révolution des étudiants de Nanterre, Monsieur Cohn-Bendit, ait été d'origine allemande et que ceci n'ait jamais été retenu contre lui.

L'homme aspire à connaître les hommes — tous les hommes; et dans ce monde nouveau où les trans-

ports sont de plus en plus rapides et de moins en moins chers, cette aspiration trouve sa réalisation.

L'entreprise internationale, multinationale plutôt, peut offrir à son personnel des objectifs nobles d'enrichissement culturel.

En ayant un certain nombre de principes d'éthique qui sont appliqués dans tous les pays, en ayant des politiques de personnel identiques dans toutes les filiales, on arrive à créer un mode de pensée très ouvert et donner un certain idéal.

En travaillant avec des gens de nationalité, de races, de religions, de cultures différentes, on trouve rapidement que ce qui peut unir est beaucoup plus facile à percevoir qu'on ne le croit généralement.

On apprend surtout très rapidement que c'est l'homme, l'individu qui compte et non pas son origine.

Et c'est peut-être là le paradoxe. Plus on comprend les autres cultures, plus on attache d'importance à la qualité de l'Individu.

L'entreprise Multinationale participe à un grand mouvement de convergence. Ses cadres sont Européens, Atlantiques, Internationalistes.

Participer à la création d'une société industrielle plus unie dans laquelle les ressources seront utilisées pour venir en aide aux moins privilégiés peut, à mon avis, être un idéal suffisant pour les jeunes d'aujourd'hui. Les incidents de parcours ne doivent pas nous décourager et nous devons comprendre que, si les pays industriels n'arrivent pas à résoudre ces problèmes, le 21ème siècle sera très sombre.

Il n'y a qu'en France que la révolte étudiante ait été suivie d'une révolte sociale. Pourquoi cette situation particulière? D'abord, à cause de la mutation de l'économie dans les 20 dernières années. La France est à la fois nostalgique de la vie de grand-papa et insuffisamment modernisée. On aspire à la civilisation « post industrielle » mais on en a peur parce qu'elle implique des changements considérables.

Et puis, toutes les sociétés doivent être fondées sur des croyances collectives. Or, la civilisation occidentale actuelle a perdu le consensus religieux. On a pu espérer, il y a quelques années, que la création de l'Europe allait conduire à une nouvelle foi col-

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 24,000 milles

ROGER AUTOMOBILES LTÉE

4269 ouest, Ste-Catherine Tél. : 932-2925

lective; mais les réalistes qui passent leur temps à mettre les obstacles en évidence ont empêché la réalisation de ce beau rêve ou, tout au moins, l'ont retardé.

Voilà une raison de plus pour que les hommes d'action cherchent à créer autour d'eux une unité de pensée que les politiciens et autres manipulateurs de l'opinion publique ont été incapables de réaliser.

Dans la société industrielle dans laquelle nous vivons, l'adhésion d'un grand nombre de personnes aux objectifs d'une société, et ceci au travers des frontières, peut créer une nouvelle unité.

Pour donner un but à la jeunesse d'aujourd'hui, il faut que la génération précédente essaie de comprendre et soit consciente de ses erreurs. Je crois fermement que les jeunes ne sont pas très différents de ce que nous ou nos parents étions à leur âge. Mais ils sont mieux instruits, mieux informés et influencés par un environnement qu'ils comprennent peut-être mieux que leurs aînés parce qu'ils ont vécu son évolution.

Un sociologue américain, Monsieur Silverstein, a écrit : « Plus une société change rapidement, plus parents et enfants auront été élevés dans des réalités différentes et parfois incompatibles, de telle sorte

que chaque génération considère l'autre comme hors de contact avec ce qu'elle croit être la réalité de la vie actuelle. »

La Rochefoucault avait écrit bien avant : « Les vieillards donnent de bons conseils pour se consoler de ne plus pouvoir donner le mauvais exemple. »

Il y avait donc déjà au 17^{ème} siècle un « generation gap ». Pour le combler, il ne faut pas attendre que les jeunes vieillissent et pensent de plus en plus comme leurs aînés. C'est à nous d'aller vers eux comme c'est aux dirigeants des entreprises d'aller vers leur personnel. Ceci doit être fait en évitant tout paternalisme, et en essayant de comprendre la motivation de ceux que nous devons guider.

Peut-être sommes-nous tous les victimes des moyens d'information que nous avons développés. Il faut choquer, émouvoir, provoquer. « L'extraordinaire » fait de la copie — la description de la vie heureuse, calme, sans histoire, ne peut plus attirer. C'est à nous de démontrer qu'il y a du choc, de l'émotion, de la contestation dans l'accomplissement de tâches utiles. Nous devons canaliser le potentiel d'enthousiasme, et mobiliser l'énergie débordante de la jeunesse, pour la résolution de problèmes que la grande majorité considère comme essentiels.

il n'est pas de fins becs qu'à Paris



Fidèles disciples de Rabelais, les gourmets formant le Comité National des Vins de France perpétuent au Canada la tradition de l'abbaye de Thélème par de nombreuses initiatives : publications, cours de sommellerie, concours, conférences, films, dégustations et campagnes publicitaires. Protagoniste du bon goût français, le C.N.V.F. est à votre service.



COMITÉ NATIONAL DES
VINS DE FRANCE

Brochure gratuite sur demande

la qualité française au service des gourmets canadiens



Filiale canadienne de la SOPEXA, de Paris, l'Office Français de l'Alimentation a pour mission de faire mieux connaître et de stimuler la vente des produits alimentaires et agricoles français au Canada. Son service d'information est à la disposition des importateurs, distributeurs, détaillants et consommateurs.



OFFICE FRANÇAIS
DE L'ALIMENTATION

Brochure gratuite sur demande

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE S.F.C.I. LTÉE

SFCI

Montréal: Tour de la Bourse, place Victoria — Tél.: 866-8712

Québec: 300 est, Grande-Allée — Tél.: 529-0457

ouverture de comptes en \$ can. et \$ u.s. comportant
délivrance de chéquiers;

dépôts à terme, en dollars et autres devises;

prêts à court terme au commerce et à l'industrie;

opérations documentaires et de change;

fournitures de garanties de toutes sortes concernant le
commerce international;

financement de marchandises en voie de transport
ou entreposées;

délivrance de chèques de voyage.

FILIALE DE:

**Banque
Nationale
de Paris**

BNP

AIR LIQUIDE CANADA LTÉE - UNE IDÉE EN MARCHÉ



M. Pierre Saboury,
Président de Air Liquide
Canada Ltée
ancien président
de notre Chambre

Air Liquide Canada Ltée — Canadian Liquid Air Ltd. — est la plus importante société de production et de distribution de gaz industriels et médicaux, de matériel et d'accessoires de soudage au Canada. Grâce à sa Division Génie et Construction, la Société est aussi, à l'échelle mondiale, l'un des premiers concepteurs et constructeurs d'usines de séparation des

gaz à basses températures. La plupart de ces installations construites à Montréal, d'un coût s'élevant habituellement à \$1 ou \$2 millions, sont en grande partie exportées aux États-Unis où on les intègre à des complexes métallurgiques, chimiques ou pétrochimiques.

La Société a fait ses débuts au Canada en 1911 en tant que filiale de l'Air Liquide (France), avec une usine productrice d'oxygène installée à Montréal. La clé de ses activités était — et, de fait, est encore — la séparation des gaz de l'atmosphère. Cette opération consiste, en premier, à liquéfier un mélange gazeux, l'air, que l'on soumet ensuite à la distillation fractionnée qui permettra d'en séparer les gaz composants : l'oxygène, l'azote, l'argon et les gaz rares.

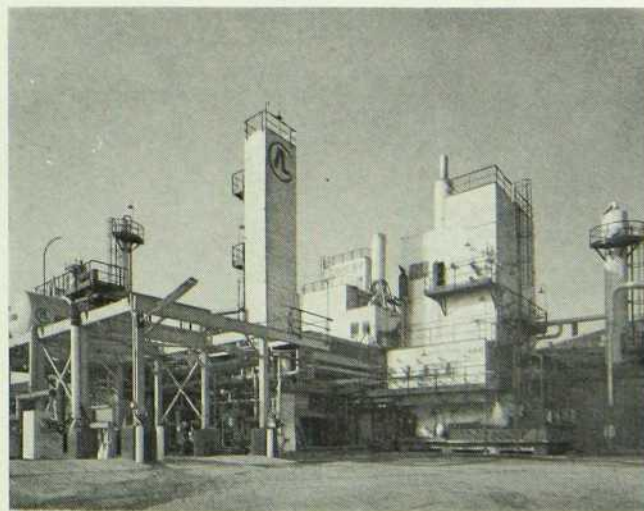
Le plus important, l'oxygène, mélangé à un gaz combustible, l'acétylène est communément utilisé depuis plus de 55 ans par les industries canadiennes de fabrication métallique pour le soudage, l'oxycoupage et le traitement thermique. Il s'emploie aussi — et de plus en plus — dans les hôpitaux en anesthésie et en oxygénothérapie.

Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les utilisations de ces gaz, des matériels et des accessoires de soudage constituaient presque les seuls débouchés pour les produits de la Société. De 1911 à 1945, elle construisit progressivement une chaîne d'usines productrices d'oxygène et d'acétylène de grandeur moyenne qui s'étendit bientôt de Victoria, en Colombie Britannique, à St. John's (Terre-Neuve). Les bouteilles à haute pression, en acier, dans lesquelles on comprimait les gaz, étaient à peu près le seul moyen possible d'approvisionnement de la clientèle.

Toutefois, au cours des vingt dernières années, de nouvelles techniques industrielles exigeant de considérables volumes de gaz et un accroissement de la demande pour les applications conventionnelles ont profondément modifié les méthodes traditionnelles d'approvisionnement. Ce changement radical est directement lié à l'expansion technologique qui caractérise notre époque.

Depuis les années cinquante, de nouvelles techniques sidérurgiques réclamant d'énormes volumes de gaz ont littéralement révolutionné cette industrie partout au monde. L'azote, par exemple, fut assez longtemps un sous-produit inutile des usines d'oxygène, mais aujourd'hui, précisément à cause de sa relative inactivité chimique, la demande atteint des quantités considérables dans des domaines extrêmement variés. Il s'emploie surtout comme atmosphère protectrice pour les produits chimiques, les plastiques, les matériels électroniques et le verre qui doivent être isolés de l'air en cours de fabrication, de même que pour les méthodes de purge industrielle, l'emballage des aliments et la fabrication des lampes.

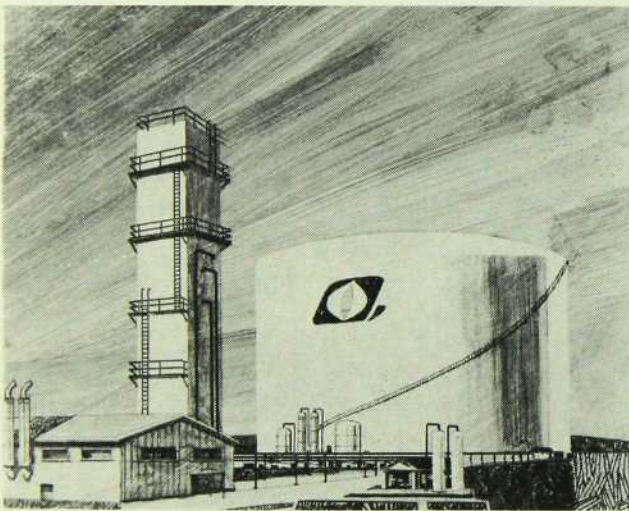
L'argon et l'hélium (et, avec moins d'ampleur, le krypton, le néon et le xénon) vu leur extrême inactivité sont aussi devenus nécessaires à l'application d'atmosphères protectrices dans les techniques avan-



Usine d'Air Liquide Canada située à Hamilton, d'une capacité de 900 tonnes d'oxygène par jour; cet oxygène est en grande partie acheminée par canalisation à une aciérie voisine.

cées de soudage, à la fabrication de matériel électronique, à la pressurisation des réservoirs de carburant dans les fusées et à la réalisation d'ampoules électriques de forte intensité.

En plus de ces nombreuses utilisations réclamant de considérables volumes des gaz de la Société, de nouvelles applications permettent leur emploi sous forme liquide. Liquéfiés, les gaz atmosphériques sont des fluides cryogéniques (ultra-froids) dont les températures varient d'environ -300°F (-190°C) pour l'oxygène, l'azote et l'argon à -452°F (-269°C) pour l'hélium (la plus froide substance connue). Parmi ces nouvelles applications, on compte la congélation et le transport des denrées périssables, la conservation des semences d'animaux durant des années, la fabrication d'aimants extrêmement puissants, les techniques d'avant-garde de la chirurgie et la réalisation de simulateurs d'ambiance spatiale. Chaque année, de nouvelles applications, souvent inattendues, font leur apparition.

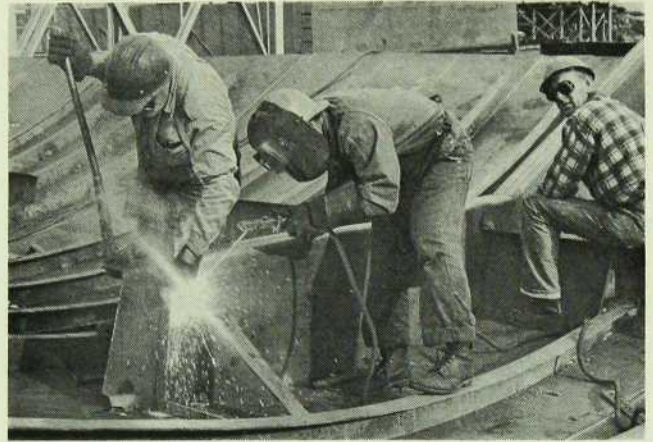


Maquette de l'usine de liquéfaction de gaz naturel en cours de construction sur l'île de Montréal.

Les centrales de séparation d'air à grandes capacités, destinées avant tout à fournir de l'oxygène aux aciéristes et à l'industrie chimique, ont rendu possible la production des gaz à des prix raisonnablement économiques pour ces applications cryogéniques. En même temps, la production sous forme liquide a profondément modifié les méthodes de distributions de ces gaz aux utilisateurs importants. L'oxygène liquide, par exemple, n'occupe que 1/860ième de l'espace occupé par le gaz du même nom. De nos jours, la distribution des gaz sous forme liquide, par transports cryogéniques routiers isolés, et, l'entreposage

sur place, dans des réservoirs de conception analogue, permettent à Air Liquide Canada de fournir des volumes considérables de gaz n'importe où au Canada.

Les principaux clients de la Société sont les aciéries, la grande et la petite métallurgie, les chantiers navals, l'industrie électrique, pétrolière, chimique, automobile et ferroviaire. Elle dessert aussi les industries de pâte et papier, de la construction, l'indus-



Dans les chantiers navals, le soudage est l'un des importants moyens de fabrication.

trie minière et les firmes de génie. Un réseau national de distributeurs s'occupe des petits fabricants, des ateliers et des garages. Dans le domaine médical, l'oxygène et les gaz médicaux sont fournis en quantités appréciables à nombres d'hôpitaux partout au Canada.

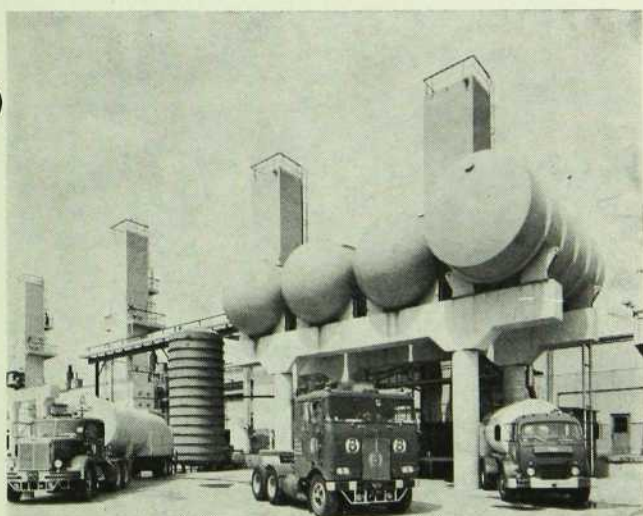
Air Liquide Canada possède à l'heure actuelle des usines dans plus de 20 villes canadiennes, dont des centrales productrices d'oxygène et d'azote à grande capacité à Sydney, Montréal, Varennes, Hamilton, Winnipeg, Edmonton et Vancouver. Dans la région montréalaise, se trouvent aussi 4 autres usines de la Division des Produits de Soudage, un laboratoire de Recherches appliquées et le Siège social de la Société.

À Montréal, une nouvelle installation produit du krypton, du xénon, de même que des gaz d'un haut indice de pureté et des mélanges gazeux qui sont principalement destinés aux laboratoires de recherche. La Société exploite aussi des installations de production et de distribution d'un certain nombre de gaz qui ne sont pas tirés de l'atmosphère : l'acé-

tylène, l'hydrogène, l'hélium, le gaz carbonique et le protoxyde d'azote.

À Montréal se trouve aussi la Division Génie et Construction. Leurs services comprennent les bureaux de mise au point des procédés, d'études, de dessin, des ateliers de fabrication, un bureau des projets et des équipes déléguées aux chantiers. Des centrales de production à grande capacité construites à Montréal ont été intégrées à un grand nombre de complexes industriels américains, de même qu'à des aciéries, des raffineries de nickel et des complexes chimiques canadiens. D'autres ont été installées en Europe, en Afrique et en Asie. En plus des centrales de séparation d'air, on construit des appareils de séparation et de purification de mélanges gazeux d'hydrocarbures qui permettent de récupérer l'hydrogène, l'hélium, l'oxyde de carbone, le méthane et l'éthylène, de même que des centrales de synthèse de l'ammoniaque, de liquéfaction et d'entreposage du gaz naturel.

Dans ce seul domaine, la Société s'est montrée particulièrement active au cours de ces dernières années. Depuis 1965, elle a construit trois usines de



Quatre installations de séparation des gaz à grande capacité construites à Orange (Texas) par la Division Génie et Construction d'Air Liquide Canada.

liquéfaction de gaz naturel à grande capacité, dont deux se trouvent aux États-Unis et une au Canada. La Corporation du Gaz naturel du Québec vient de commander la quatrième la plus grande de toute, d'une capacité de liquéfaction de 10 millions de pi. cu./jour, évaluées à \$5 millions. L'installation est en cours dans la pointe Est de l'île de Montréal; la mise en exploitation est prévue pour le mois de septembre 1969.

Une filiale, American Air Liquide (New York), s'occupe de la vente de ces usines de grande capacité aux États-Unis.

L'événement le plus récent et le plus important de l'essor poursuivi d'Air Liquide Canada a été l'annonce d'un accord de principe visant à l'acquisition d'une société américaine, American Cryogenics Inc., dont le siège social est à Atlanta (Georgie). Cette société était auparavant une filiale de Standard Oil Co. (New Jersey).

Les activités d'American Cryogenics sont à peu près du même genre que celles d'Air Liquide Canada. Elle produit et commercialise des gaz industriels et des matériels de soudage dans les états du Sud et de l'Ouest des États-Unis, principalement en Géorgie, en Alabama, au Texas et en Californie où elle exploite cinq installations productrices d'oxygène et d'azote liquides de grande capacité et plus de 35 agences de vente.

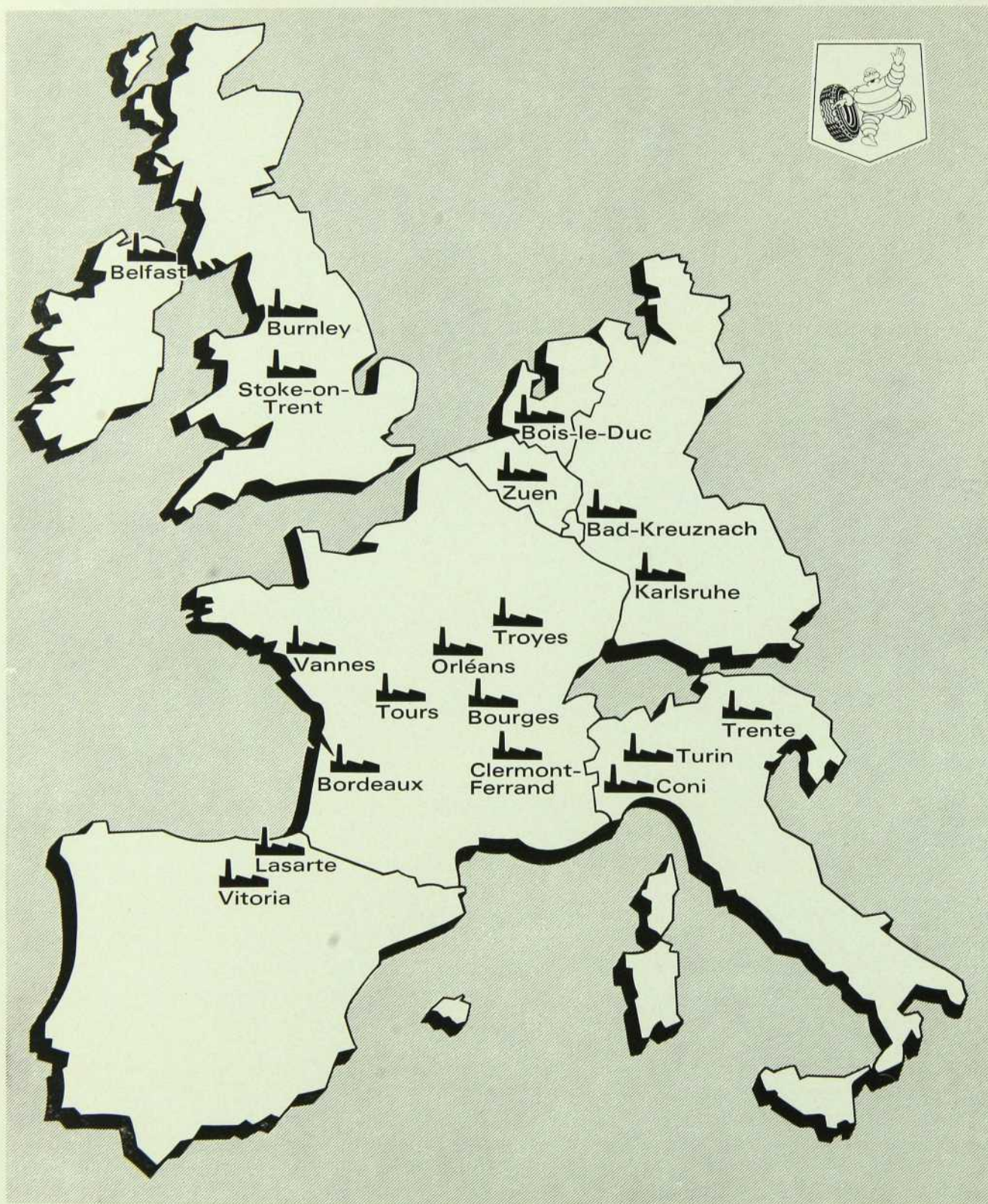


Remplissage d'un réservoir d'oxygène liquide à l'extérieur de l'usine d'un client.

Les deux sociétés, Air Liquide Canada et American Cryogenics, poursuivront indépendamment leurs activités respectives, mais on prévoit qu'une politique d'ensemble d'organisation et de développement favorisera l'expansion des deux sociétés.

En 1965, Air Liquide Canada, l'un des membres les plus importants du groupe Air Liquide, devenait une société autonome et se portait acquéreur de l'actif canadien (\$50 millions) qui, auparavant, appartenait à l'Air Liquide (France). Aujourd'hui, Air Liquide Canada emploie 1400 personnes, parmi lesquelles de nombreux ingénieurs et techniciens. MM. P. A. Salbaing et J. R. Muller en sont respectivement Président et Vice-Président.

Dans toutes ses usines, MICHELIN apporte le même soin à ses fabrications pour la production de pneumatiques de haute qualité pour tous les véhicules.



LES USINES MICHELIN EN EUROPE

68-1996-Ca

L'INCIDENCE DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Dans la mesure où l'on peut déjà apprécier avec quelques précision les répercussions sur l'industrie, des diverses mesures incluses dans le plan économique et financier arrêté par le gouvernement, nous donnons ci-après les premières impressions recueillies dans divers secteurs importants.

Bien entendu, des points restent à préciser et les industriels s'interrogent, en premier lieu, sur le comportement des prix. On prévoit généralement qu'ils augmenteront de 2% dans les trois mois à venir, alors qu'en cas de dévaluation ils auraient progressé au moins de 5%. Mais les effets combinés de la suppression de la taxe sur les salaires et de l'augmentation de la T.V.A. varient, selon les secteurs d'activités, la proportion de main-d'oeuvre employée dans telle ou telle entreprise, le volume des importations sur lesquelles — il ne faut pas l'oublier — s'appliquera aussi la majoration des taux de T.V.A., la répercussion des hausses des tarifs publics, les taux du crédit, etc.

* * *

Les représentants des industries de base se refusent pour l'instant à tout commentaire, la portée des mesures gouvernementales est difficile à apprécier tant que l'on n'a pu calculer les incidences de la suppression de la taxe sur les salaires (sans grande portée pour l'industrie du raffinage par exemple, qui emploie peu de salariés, elle touche davantage d'autres secteurs), de la hausse des transports et des tarifs E.D.F.

Une impression prévaut : les mesures prises ressortent d'un pari difficile mais relativement cohérent dans la mesure où il s'adresse à un secteur aval en forte expansion depuis les événements de mai-juin. Il reste à connaître les réactions du marché national : une réduction de la consommation intérieure affecterait sensiblement les grands producteurs qui ne pourraient que difficilement compenser la régression de leurs ventes à l'intérieur par un accroissement parallèle de leurs exportations.

Dans les milieux professionnels des industries de la mécanique, les premières impressions d'ensemble ne sont pas trop défavorables. Ce secteur qui est le premier exportateur français — dépassant même les exportations des produits agricoles — devrait conserver sa place malgré les majorations de prix qui de-

vraient intervenir à la suite des hausses des tarifs de l'énergie.

On se montre satisfait de la décision prise par le gouvernement de supprimer la taxe sur les salaires, suppression demandée notamment depuis longtemps par la profession. La mécanique française ne souhaite pas que l'on institue un contingentement trop brutal des importations, et craint que l'on rétablisse le principe des comptes E.F.A.C.

Pour la majoration des taux de la T.V.A. du fait de la grande diversité des produits fabriqués par cette industrie, il est encore difficile de faire le point.

* * *

Les milieux professionnels de l'automobile ne dissimulent pas leur inquiétude, en apportant quelques précisions sur l'incidence des mesures fiscales décidées par le gouvernement. La suppression de la taxe sur les salaires si elle est jugée favorable, étant donné le coût de la main-d'oeuvre, compensera seulement la diminution de la ristourne à l'exportation, ramenée de 3% le 1er juillet 1968 à 1,50% le 1er novembre 1968. C'est donc finalement pour la profession une opération blanche et cette mesure ramène la situation de l'industrie au niveau du 1er juillet dernier, dit-on chez les constructeurs. Le relèvement de 20 à 25% de la T.V.A. sur les voitures automobiles devrait se traduire par une hausse des prix de vente un peu supérieure à 6%. Ce pourcentage ne tient cependant pas compte de la répercussion sur les prix de l'augmentation des tarifs de la S.N.C.F. marchandises et du gaz et de l'électricité à usages industriels.

Autre aspect du problème à considérer : l'industrie française de l'automobile exporte plus de 50%

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 24,000 milles

ST-HUBERT AUTO CENTRE

5410, boulevard Grande Allée,
SAINT-HUBERT, Qué.
Tél.: 676-0241

de sa production, grâce aux efforts considérables qu'elle a réalisés sur le plan technique et commercial. L'augmentation des prix de ventes pourrait freiner les livraisons sur le marché intérieur et nuire par conséquent aux exportations, les deux marchés étant dans ce secteur industriel intimement liés.

Il importe toutefois de souligner que la tâche des constructeurs étrangers sur le marché français ne sera également pas facilitée par les mesures fiscales, les véhicules importés en France étant soumis au taux majoré de la T.V.A. À cette majoration s'ajoutera d'ailleurs pour les voitures allemandes la surtaxe de 4% qui frappe les produits exportés par les entreprises d'outre-Rhin.

L'Allemagne est notre premier client en voitures particulières et commerciales : 127.000 voitures françaises ont été exportées vers ce pays au cours de l'année écoulée. Les importations de voitures allemandes en France également aux premiers rangs de nos fournisseurs — ont porté sur 90.000 unités environ.

On sait que les exportations françaises totales de voitures ont atteint 749.000 unités et les importations 194.000 unités.

Les mesures de détaxation à l'importation décidées par le gouvernement allemand favoriseront les constructeurs étrangers. Deux grands constructeurs allemands ont déjà fait part de leurs craintes à cet égard.

* * *

L'industrie verrière satisfaite elle aussi de la suppression de la taxe sur les salaires semble assez inquiète quant à l'avenir de la consommation de ses produits sur le marché intérieur. Fournisseurs de l'industrie automobile, les verriers s'attendent à un ralentissement de leurs ventes à ce secteur qui, déjà va devoir supporter une hausse des prix de vente

peu optimiste quant à l'évolution du marché intérieur, due à la T.V.A.. Autre débouché verrier menacé : le bâtiment qui devrait connaître un certain ralentissement, entraînant par là même la diminution des livraisons de vitrage et de produits d'isolation. Aucune inquiétude pour le secteur de l'emballage verre perdu ou plastique qui connaît une très grande expansion. La profession n'a pas encore chiffré la répercussion de la hausse du coût de l'énergie sur les prix de revient.

Si la suppression de la taxe sur les salaires, réclamée depuis longtemps déjà par les entreprises de la construction électrique, a été bien accueillie dans les milieux professionnels de la construction électrique, l'augmentation de 6,20% des tarifs S.N.C.F. marchandises et de 4,80% de ceux de l'électricité et du gaz à usages industriels provoquent pour le moment quelque inquiétude. Il n'est toutefois pas encore possible de mesurer, au lendemain des décisions gouvernementales et étant donné la diversité des matériels fabriqués, l'incidence exacte de ces hausses de tarifs, compte tenu de l'avantage fiscal que représente la suppression de la taxe sur les salaires.

Cette dernière décision revêt une particulière importance pour la construction électrique, industrie de haute technicité et fortement exportatrice : les cadres, techniciens et employés entrent pour 37% dans l'effectif total et 19% de la production est livré sur les marchés extérieurs. Il est intéressant de noter à cet égard que les exportations de ce secteur ont progressé de 15% au cours des neuf premiers mois de l'année en cours.

C'est surtout les entreprises spécialisées dans la production de radiorécepteurs et de téléviseurs qui vont être affectées par le relèvement de la T.V.A. Ces fabrications sont, en effet, classées, à tort estime à juste titre la profession, dans les biens de luxe. Or, le taux de la T.V.A. est porté pour de tels produits de 20 à 25%, ce qui risque d'avoir des conséquences sérieuses pour un secteur entré depuis peu de temps dans une phase de « convalescence ».

Tél.: 866-8541

Adresse télégraphique: "OBSJAC"

PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN, PHILLIPS & ROTHMAN

AVOCATS et PROCUREURS

1, Place Ville Marie, Suite 930

Montréal 113

Hon. Lazarus Phillips, O.B.E., c.r., LL.D.
James A. Soden, C.R.
Mitchell Klein
Robert S. Vineberg

Philip F. Vineberg, c.r.

Melvin L. Rothman

Daniel S. Miller

George H. Lengvari (Paris)

David Goodman, c.r.

Jean L'Anglais, c.r.

Alan Z. Golden

Neil F. Phillips, c.r.

Ivan E. Phillips

Douglas C. Robertson

William Fraiberg

Louis M. Bloomfield, c.r., LL.D. - Conseil

Bureau à Paris : 3, rue Scribe, Paris 9^e — Tél.: 073-76-01

Adresse télégraphique: "PAROBSJAC"

Les restrictions budgétaires relatives aux dépenses d'équipement et militaires ne manqueront pas également de peser sur l'activité de plusieurs secteurs de la construction électrique, et, en particulier, dans l'électronique, dont l'État est le principal client pour le matériel professionnel.

Pour les industries chimiques il est extrêmement difficile de dégager une impression d'ensemble compte tenu de la grande diversité des activités de ce secteur industriel. Il est certain cependant que les gros utilisateurs d'énergie électrique, comme les producteurs de chlore notamment, seront touchés par la hausse des tarifs haute tension E.D.F.

* * *

Pour l'industrie cotonnière, le bilan paraît plutôt favorable. Les salaires représentent plus de la moitié des charges et la suppression de la taxe constitue un avantage à l'exportation de 2,5 à 3%. On insiste toutefois sur les incidences sur les prix intérieurs, et donc sur la consommation, de l'augmentation des tarifs des transports, de l'énergie et des taux de la T.V.A.

Les industriels de la laine expriment également leur souci d'une diminution de la demande intérieure mais leur pessimisme est accentué par le fait que la main-d'oeuvre ne représentant qu'une part relativement faible des coûts, les avantages à l'exportation ne dépasseront pas 1%. Dans ces conditions, ils craignent que leurs progrès sur les marchés étrangers n'arrivent pas à compenser le recul de la demande sur le marché national, alors que pour les derniers mois, la situation se présentait bien : les derniers résultats connus faisaient apparaître pour septembre un accroissement de 11% de la production.

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 24,000 milles

LES GRANDS GARAGES DU QUÉBEC

2955, Boulevard Laurentien

Ville St-Laurent, Qué. - Tél.: 331-0362

« IL FAUT SAUVEGARDER LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS »

estime M. Huvelin, président du C.N.P.F.

Au cours d'un exposé qu'il a fait à Amiens, devant le groupement patronal industriel de la Somme, M. Huvelin, président du Conseil national du Patronat Français (C.N.P.F.), a déclaré : « Il est urgent de s'engager avec une grande détermination dans une réduction massive des charges pesant sur l'économie française, charges dont le gouvernement reconnaît qu'elles constituent un handicap fondamental imposé à notre pays dans la compétition internationale ».

Depuis longtemps, a rappelé M. Huvelin, le C.N.P.F. n'a cessé d'insister sur le fait que le poids des dépenses publiques plus lourdes et s'accroissant plus vite chez nous que dans les autres pays concurrents, a dépassé le seuil compatible avec la poursuite de notre expansion et l'équilibre de nos échanges extérieurs.

Faute de trouver le soutien d'une politique assez rigoureuse de l'État dans ses activités propres comme dans la gestion des entreprises nationales, les progrès constants de productivité des entreprises ont été neutralisés, leur équilibre financier menacé, leurs possibilités de développement compromises ».

« L'avenir de la monnaie est l'affaire de tous »

Aujourd'hui où l'avenir de la monnaie est l'affaire de tous, les disciplines qu'exige impérieusement le salut commun doivent être acceptées solidairement par tous.

Les chefs d'entreprise quant à eux sont résolus à s'y soumettre sans réticence. Mais il faut absolument que l'État et les services nationalisés prennent leur part de l'effort indispensable en procédant aux sévères économies de gestion qui peuvent seules permettre de soulager l'ensemble de l'économie tout en sauvegardant les investissements productifs et sans porter les tarifs publics à des niveaux incompatibles avec les exigences de la compétition internationale ».



Café de Paris :

Somptueusement décoré dans le style Louis XVI
Déjeuner - Dîner et musique de danse.

et son Lounge Bar :

Thé - Cocktails

Bar Maritime :

Spécialité : poisson

Ritz Café :

Petit déjeuner, déjeuner et dîner
à prix modérés

Salle Ovale :

Buffet dansant le dimanche soir.



**ASSELIN, BENOÎT, BOUCHER,
DUCHARME, LAPOINTE**

Ingénieurs-Conseils

ASSOCIÉS

M. Hector Asselin, ing.
M. Marc Benoît, ing.
M. Raymond Boucher, ing.
M. André Ducharme, ing.
M. Gérard A. Lapointe, ing.

SOCIÉTAIRES

M. André G. Boudreau, ing.
M. Charles Boulva, ing.
M. Léonard Cartier, ing.
M. Alban M. Deschênes, ing.
M. Frédéric Dréville, ing.
M. Robert Garneau, ing.
M. David L. Harris, ing.
M. Gilles Marinier, ing.
M. G. Edgar Ransom, ing.
M. John H. Redding, ing.

Tél.: 931-1731

4200 ouest, boul. Dorchester, montréal 215

Président : Jacques Racine

C. E. Racine & Cie

LIMITÉE

1909 - 1968

Courtiers en Douane
et Transitaires

Membre de la Chambre de Commerce Française
au Canada



Edifice Board of Trade
300, rue du Saint-Sacrement?
Montréal 125

Téléphone : 849-5291

ACTIF : \$4,700,000



COMME...

L comme La PAIX
A comme ASSURANCES
P comme PROTECTION
A comme AUTOMOBILE
I comme INCENDIE
X comme... Il vous plaira !

LA PAIX

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES DU CANADA

vous servira COMME...

aucune autre Compagnie ne le fera !

465, rue St-Jean, Montréal 125, 844-8632

«La participation ne doit pas menacer la vie et le développement des entreprises »

L'autre condition à remplir pour sortir de la crise de confiance actuelle est d'écarter tout ce qui pourrait affaiblir les entreprises.

« Concernant l'exercice du droit syndical qu'il ne conteste pas, le C.N.P.F. demeure fermement opposé à des modalités d'application qui conduiraient à des conséquences intolérables pour les entreprises et insupportables pour l'économie », a déclaré M. Paul Huvelin. « Quant à la participation, problème difficile qui retient toute notre attention et qui intéresse au premier chef les cadres, elle ne doit en aucun cas et d'aucune façon être conçue en sorte qu'elle menace la vie et le développement des entreprises ».

Abordant enfin l'avenir économique de la Somme, le président Huvelin s'est félicité de la parfaite entente qui s'est établie entre les entreprises implantées de longue date dans la région et les nouvelles venues, souvent de dimensions importantes, les unes et les autres décidées à faire en sorte que le groupement patronal interprofessionnel renforce les moyens d'accroître l'efficacité de son action au service de la région. La réanimation de la vie régionale reste en effet un facteur essentiel de l'expansion économique de la France dans l'Europe.

« Agafi »

En Guadeloupe 

VACANCES

inoubliables

sous un SOLEIL RADIEUX

ATMOSPHÈRE
FRANÇAISE
ANTILLAISE



Une table... des vins!!!

Un hôtel de classe
sur une magnifique plage de sable fin

Hôtel "Les Alizés"

128 chambres climatisées

LE MOULE
GUADELOUPE

ANTILLES FRANÇAISES 

Examen de la Vue
Lunettes

Dr ROBERT - H. LACOUR, O.D.

Verres de Contact

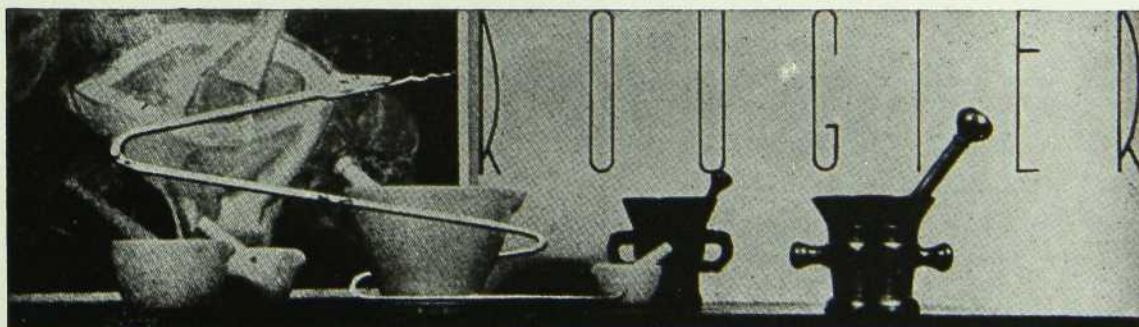
Docteur en Optométrie — Diplômé de Paris et de l'Université de Montréal

Jour : Mardi — Mercredi 9 a.m. à 6 p.m.

Jour et soir : Lundi — Jeudi — Vendredi 9 a.m. à 9 p.m.

4693, avenue Delorimier, Montréal 178

Téléphone : 523-3354



2055, RUE FAVARD

Spécialités pharmaceutiques

MONTREAL 104

**RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ & ASSOCIÉS**
COMPTABLES AGRÉÉS

Jacques Raymond, C.A.	Guy Chabot, C.A.
Guy Martin, C.A.	Jacques Paré, C.A.
L.-Philippe Rondeau, C.A.	Jean-Pierre Roy, C.A.
Jean Brissette, C.A.	Gilles St-Pierre, C.A.
Serge Saucier, C.A.	Jacques Girard, C.A.
Claude St-Denis, C.A.	Robert Gagnon, C.A.
Gabriel Groulx, C.A.	Léo Provencher, C.A.
Germain Chapdelaine, C.A.	Guy Ferland, C.A.
Michel Guertin, C.A.	

820, Tour de la Bourse
Place Victoria, Montréal 115, Qué.
Téléphone: Code 514 — 878-2691

Firme nationale affiliée :
**RAYMOND, CAMPBELL, BÉLANGER,
WALTON, CHABOT & WILLETS**

MONTRÉAL, SHERBROOKE, LAC MÉGANTIC, ROUYN, TORONTO,
LONDON, SARNIA, EDMONTON,, VANCOUVER, VICTORIA
PENTICTON

Câble : STARBER, Montréal Telex 01-2169

**St-Arnaud & Bergevin
Ltée**

Courtiers en douanes. Expéditeurs internationaux.
Dédouanement à tous les ports canadiens.

410, rue St-Nicolas, Montréal 125
Téléphone : 842-7111*

★

SUCCURSALES :

**Montreal Truck Sufferance
Warehouse**

7403, boul. Newman,
Lasalle, P. Q.

**Intermediate Terminals
Warehouse**

6378, Chemin Côte de Liesse,
Montréal, P. Q.

Air Cargo Terminal

Aéroport de Montréal,
Dorval, P. Q.

★

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada



*Delightful imported
French Wines
offered by the
Liquor Control Board
of Ontario:*

SWEET	• Louis Bert Haut-Sauternes	#1017B	\$2.85
MEDIUM	• Louis Bert Barsac Château	#1015B	\$2.90
DRY	• Haut-Mazeris (Red)	# 995B	\$2.65
EXTRA DRY	• L'Ancre Verte (White)	#1011B	\$1.95

THE P. G. THORNLEY CO. LIMITED



hommages de

POULENC LTÉE

FABRICANTS DE SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES



8580 ESPLANADE, MONTRÉAL 351

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

(Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus au Secrétariat de notre Chambre de Commerce, 1080, Beaver Hall Hill, suite 826, Montréal 128 ou en téléphonant à 866-2797.)

— I —

- Réf. 1032: Possibilité d'implantation d'une Savonnerie en Guadeloupe — Antilles françaises — ordre de grandeur de l'investissement Frs. F. 2.000.000.
- Réf. 1033: Société Française Angoulême utilisant 1.500 m³ de bois par an, désire importer bois canadien type Western-Hemlock.
- Réf. 1034: Société Française Lorient propose services à exportateurs canadiens.
- Réf. 1035: Société Import-Export à Montréal cherche relations avec fabricants français désirant exporter sur Canada, Etats-Unis et Antilles.
- Réf. 1036: Société Française Puteaux cherche personne ou société très bien introduites dans milieux publicité — annuaire pour le représenter sur Canada-Est.
- Réf. 1037: Représentant Société Montréal cherche distribution TEXTILES.
- Réf. 1038: Société Française, Economistes, membres de la Chambre, se tient à la disposition de firmes canadiennes pour enquêtes économiques, négociations sur Europe, Amérique du Sud, Etats-Unis, etc.
- Réf. 1039: Société Française — Nancy — fabriquant en grande série nouvelle tringles à rideaux électriques, brevet international, disposée à vendre brevet ou à concéder licence d'exploitation. Prix de revient très intéressant.
- Réf. 1040: Le Centre régional Rhône-Alpes, Palais de commerce, 69 Lyon, est à la disposition des industriels pour services information et accueil.
- Réf. 1041: C.D.E., Cie de Développement des Entreprises, 11 Faubourg Poissonnière, Paris, recherche pour ses adhérents français toutes activités — nouvelles fabrications sous toutes formes de collaboration: cession brevet — licence de fabrication, etc.
- Réf. 1041-a: Etablissements SACREZ, Boîte Postale 02, 10 — LES RICEYS (France), fabricant de tringles à rideaux, désirent exporter au Canada.

— II —

- Réf. 1042: SALONS-EXPOSITION (Invitations à la disposition des membres) Salon International des Arts Ménagers, Paris du 1er au 16 mars 1969. Salon Européen de l'Habillement Masculin, Paris, du 8 au 11 février 1969. 17ème exposition de la Maquinerie et des articles de voyage, à Paris, du 12 au 17 janvier 1969. Foire de Paris, du 19 avril au 4 mai 1969. Exposition canadienne de matériaux de construction provenant de la forêt, à Houston (Texas), du 13 au 17 janvier 1969.

— III —

- Réf. 1043: FRANCE CONGRÈS: Cette organisation dont le bureau central est situé 7, rue Balzac, Paris VIII, se tient à votre entière disposition pour tous renseignements relatifs à l'organisation de vos futurs congrès dans les villes suivantes: Biarritz, Cannes, Deauville, Evian, Marseille et Nice.

— IV —

Demandes d'emploi:

Réf. 1044: French native graduate — experienced teacher would give French language courses in English firms in need of French speaking personnel — or would work in a language laboratory. Tél. 536-5711 ou Secrétariat de notre Chambre.

Française domiciliée à Montréal recherche situation pour faire travail de secrétariat ou en laboratoire en qualité d'assistante dans n'importe quelle branche. Langues: française, bonnes notions en anglais, italien et allemand. Très bonnes références.

— V —

Divers:

Un membre de notre Chambre offre un appartement à louer: 4 chambres, Centre Rockland. Téléphone: 342-4423.

— VI —

Stages:

Avons plusieurs demandes de stages en provenance d'étudiants français, diverses formations (techniques ou commerciales), pour printemps ou été 1969. Au cas où votre société serait disposée à accueillir un ou plusieurs étudiants, prière d'en aviser le Secrétariat de la Chambre.

BUVEZ À VOTRE SANTÉ!

VICHY CÉLESTINS

EAU MINÉRALE ALCAINE NATURELLE — PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS



LA SEULE véritable eau de Vichy vendue au Canada
Importée directement de l'établissement Thermal de Vichy, à Vichy, France
Méfiez-vous des imitations!!! Exigez CÉLESTINS.

Représentants exclusifs au Canada:
HERDT & CHARTON, Montréal

ENFIN!

LA PÉTANQUE À L'ANNÉE

*Qu'il pleuve, qu'il neige,
venez pratiquer votre sport favori,
à partir du mois de décembre,*

au Cercle

de pétanque toutes saisons

à Montréal
1192, rue Maisonneuve (Salle Maisonneuve)
(ENTRÉE LIBRE)

- ★ 6 terrains à votre disposition
- ★ Sandwiches - Rafrâichissements
- ★ Facilités de stationnement à proximité
- ★ Métro: Stations Papineau ou Beaudry



**Pour informations
appelez 525-3601**

100 Leacock Crescent
Pointe-Claire, Qué.
695-5821 - 22 - 23

tricolor
Motors Ltd.

JEAN LEBÈGUE
président

"Concessionnaire Renault"

**Vente et Service
dans l'ouest de la Métropole**

**BREVETS D'INVENTION,
MARQUES DE COMMERCE**
EN TOUS PAYS

MARION, ROBIC & ROBIC

ci-devant
MARION & MARION
(Fondée en 1892)

2100, rue Drummond, Montréal 107
Téléphone : 288-2152

RIEL, BISSONNETTE, VERMETTE & RYAN

Avocats et Procureurs

**Tour de la Bourse
800, Square Victoria - Suite 2104
Montréal 115**

Maurice Riel, c.r.
Clermont Vermette
Jaime W. Dunton
Georges C. Clermont
Jean Infante

Albert Bissonnette, c.r.
Gerald J. Ryan, c.r.
Jean-Louis Tétraut
Michel Green
Nicole C. Moreault

Les Éditions Françaises Inc.

Distributeurs exclusifs pour le Canada des
ÉDITIONS LAROUSSE

Siège Social :
192, rue Dorchester,
Québec 2^e, Qué.

Succursale :
8440, boul. Saint-Laurent, chambre 301
Montréal 351, Qué.

NOS NOUVEAUX MEMBRES

Membres d'honneur

AIR LIQUIDE CANADA LTÉE
AUTOMOBILES RENAULT (CANADA) LTÉE
ARMORIQUE CO. LTÉE
BANQUE CANADIENNE NATIONALE
BANQUE PROVINCIALE DU CANADA
CIMENT LAFARGE QUÉBEC LTÉE
CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN
FRANCO STEEL CANADA LTÉE
JANIN CONSTRUCTION LTÉE
LA PAIX, Cie d'assurances générales du Canada
LICENSÉE COSMAIR CANADA LTÉE
PEUGEOT CANADA LTÉE
POULENC LTÉE
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PNEUS MICHELIN
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LE COMMERCE ET
L'INDUSTRIE, LTÉE
WILLIAM HOUIDE LTÉE

Membres actifs corporatifs

A. & F. BAILLARGEON EXPRESS INC.
A. P. C. LTÉE
BÉDARD GIRARD LTÉE
BELL TÉLÉPHONE DU CANADA INC.
BERTIN RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT
CAISSE CENTRALE DESJARDINS MONTRÉAL
CAISSE DE DÉPÔT ET DE PLACEMENT DU QUÉBEC
CLARKSON & GORDON & CO.
CLUB FRANÇAIS DES BIBLIOPHILES
CORDNER HUBERT & BEND LTD.
GREC LTÉE
GREENSHIELDS INC.
MARTINEAU, WALKER, ALLISON
POWER CORPORATION OF CANADA LTD.
SAMSON, BÉLAIR, CÔTÉ, LACROIX & ASS.
SIMCO LTÉE
TÉLÉMÉCANIQUE CANADA LTÉE

Membres actifs individuels

LUCIEN ARCAND,
Victoriaville Furniture Ltd.
MAURICE BÉLANGER,
Voyages Panorama Tour Inc.
MARCEL BESNER, C.A.,
Bernier, Tremblay, Bourdelais & Cie.

CLAUDE BLIN,
Créations Murales
GEORGES BOEDOG,
R. R. Brosseau & Ass.
MAURICE BODET,
Blouin, Bodet et Ass., Ltée
ÉMILIE BOLDUC,
Banque Royale du Canada
ALEXIS BRENNER,
Optique Moderne Ltée
DANIEL CAYLA,
Emballage Mt-Bruno Packaging
PAUL JEAN CHAUVAT,
Établissements Émile Chauvat
JOHN COUVRETTE,
Frank Shortend Associates
JEAN DES ROSIERS,
Armand Des Rosiers Inc.
CLÉMENT DUCHESNE,
Abitibi Tire Inc.
JACK C. ENGELS,
Les Messageries du Saint-Laurent
PIERRE FORTIN,
Société Jacquar Inc.
GEORGES A. FUSEY,
Avocat — Georges A. Fusey Inc.
ROLAND GAGNÉ,
Roland Gagné Ltée
ANDRÉ GERVAIS,
Belanger, Chabot, Nobert, Auger & Ass. Inc.
CLAUDE GERVAIS,
Quality Distributors Ltd.
Me CLAUDE GILBERT,
Avocat
ANDRÉ HAILLOT,
Péchiney Development Ltd.
MICHEL HENRI HEHEMA,
Intrafina Ltd.
JEAN HIRSCHY,
Marine Industries Ltée
FRANCIS HENRY JONES,
Tobacco Producing and Processing
FERNAND KÉROACK,
Hydro-Québec
LUCIEN B. LAFORTUNE,
F. W. Caron & Cie Ltée
CHARLES LALLOUZ,
Charles of Westmount
SERGE DE LA ROCHELLE,
Brasserie Molson du Québec Ltée
LUCIEN LETENDRE,
J. A. Lalonde & Cie Ltée

LANCÔME

fait
plus belle
la beauté



L'ORÉAL

PRODUITS CAPILLAIRES
DE HAUTE RÉPUTATION
UTILISÉS
DANS
LES
MEILLEURS
SALONS
DE
COIFFURE

COSMAIR (CANADA) LIMITED
MONTREAL, HAMILTON

PEÑARROYA CANADA LIMITÉE

*Filiale de la Société Minière et
Métallurgique de Peñarroya (Paris)*

**Exploration et
Développement Minier**

Bureau Principal

126, rue Saint-Pierre, Québec 2, P.Q.

Tél. : 692-1845

Fondé en 1915

Lorenzo Bélanger et Associés

Comptables agréés — Chartered Accountants

En collaboration avec

Société d'Études Économiques et Comptables
Société d'Expertise Comptable, inscrite au tableau de
l'Ordre de Paris

Montreal, Canada

Paris, France

Bureaux :

1980 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 109, Qué.

110 est, rue Racine, Chicoutimi, Qué.

60, rue Jouffroy, Paris (17^e)



Important Distributeur Français
disposant **10.000** points de vente
auprès détaillants :
vélo - moto - auto - camping
recherche importation exclusive
de premier ordre
écrire en français à :
M. Roy. GAUDEAUX - D.I.E.P.
48, rue de Rome PARIS-8^e (France)



Important French Distributor
having **10.000** retail sales centres :
bike - motor bike - motor car - camping
seeks first class exclusive importation
write in French to :
Mr. Roy. GAUDEAUX - D.I.E.P.
48, rue de Rome PARIS-8^e (France)

Me JACQUES-ANDRÉ MARANDA,
Avocat

STEWART W. MELDRUN,
McDonald Currie & Cie

BENOÎT MERCIER,
Librairie des Presses de l'Université de Montréal

MARCEL NEVEU,
Neveu Construction Inc.

ROBERT PARIZEAU,
La Nationale Cie d'Assurance

JULES POPPER,
International Paper Co.

Me CLAUDE PRATTE,
Avocat

RAYMOND A. REID,
Société de Fiducie de Québec

ANTHONY SHORTENO,
Cie d'Assurance Vie Standard Life

BERNARD TURCOT,
Les Publications Sept-Jours Inc.

RENÉ TURCOTTE,
Lafferty Harword & Co.

Me JACQUES VIAU,
Avocat

MAURICE WATIER,
Publiciste

JACQUES ZAHLAN DE CAYETTI,
Biotherm

JEAN ZALLONI, C.A.,
Comptable agréé.

SECTION DE TORONTO

INDIVIDUAL MEMBERSHIP

DALY, RICHARD ARTHUR, Jr.
R. A. Daly & Co. Ltd.

DR. GOODMAN, W. S., M.D.

HOFFMAN, R. A.,
Robert Hoffman Furs

HOLLINGWORTH, ALLAN M., Q.C.,
Barrister and Lawyer

INGLIS, R. W.
11 Adelaide St. W., Suite 500

JERABEK KAREL,
Dunwood Co. Ltd.

KESTER, DONALD R.,
Montreal Trust Co. Ltd.

LACEY, MARTIN V.,
Martin Lacey Agencies

MacKINNON, D. E.,
Spitzer, Mills & Bates

MONTAGUE, GEORGE,
Unac Investment Ltd.

RAISMAN, RONALD, C.A.,
Kates, Peat, Marvick & Co.

SGROI, ALEX,
York Square Restaurants

de SILAGHI, HELEN, Miss,
Artist Painter

STEIN, FRED, Lawyer

TENNENT, BERNARD, P.Eng.

TUNNELL, ARTHUR L.,
Who's Who Publications

CORPORATE MEMBERSHIP

CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE

JAYBEE CO.

THE PARKING AUTHORITY OF TORONTO

MEMBRES FRANCE

ETS. SACREZ, 10-LES RICEYS

M. JACQUES KESSLER (Ingénieur-Conseil en brevets
d'inventions).

MAHEU, NOËL, ANDERSON, VALIQUETTE & ASSOCIÉS

Comptables agréés

507, Place d'Armes, Montréal 126

Tél. : 842-6651 842-9709

J. Emile Maheu, C.A.
Bernard Robert, C.A.
A. R. Faggiolo, C.A.
Gilles Yergeau, C.A.
Claude Henry, C.A.

Jean Valiquette, C.A.
Roméo Carle, C.A.
Guy Amideneau, C.A.
André Côté, C.A.
Roméo Grenier, C.A.

J. Charles Anderson, C.A.
Adonias Dagenais, C.A.
Guy Landry, C.A.
Marcel Lamontagne, C.A.
Gilles Murray, C.A.

Rodolphe Maheu, C.A.
Marcel Hurtubise, C.A.
Lucien Jarry, C.A.
Michel Riccio, C.A.

SOCIÉTÉ NATIONALE AFFILIÉE : Collins, Love, Eddis, Valiquette & Co., Comptables agréés
Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Montréal et autres villes au Canada
Représentants en Grande-Bretagne et aux États-Unis d'Amérique

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE

PRÉSIDENT

M. Louis Jalabert

VICE-PRÉSIDENTS

M. Martin Forest
M. Pierre Le Godec

TRÉSORIER

M. Guy Chabot

SECRÉTAIRE

M. Frédéric Dreville

CONSEILLERS

MM. André Bachand
René Chouteau
Philippe Dalle
Jacques Douillet
François Faucher
Henry Mhun
Paul Normandeau
Roland Olivier
Michel Pairault
Maurice Riel
Maurice Sodoyer
Marcel Théoret

CONSEIL D'ARBITRAGE

MM. Pierre Adam
Claude Boyer
René Duron
Patrice Jordan
Joseph Klein
H. de La Myre Mory
R. Mazur
B. R. de Massy
N. Phillips
G. A. Roy
E. Spire
Maurice Zimmermann

NOTRE CARNET

Nominations



M. Yves Pratte, membre de notre Chambre, vient d'être nommé président général d'Air Canada. Nous lui adressons toutes nos félicitations

Conformément à l'article II des statuts de la Chambre et sur la proposition du président, le conseil d'administration a décidé d'élire au poste de vice-président, Monsieur Pierre Le Godec, en remplacement de Monsieur Jean-Loup Dherse qui a dû démissionner du fait qu'il ne réside plus à Montréal.

WESTMOUNT REALTIES COMPANY

1367 avenue Greene, Montréal 215 Québec
Téléphone : 935-8541

SERVICE COMPLET DE COURTAGE IMMOBILIER

Domiciliaire	Eugène Zinay, F.R.I.
Placement	Germain Gagnon, F.R.I.
Commercial	Jean Baruchel, F.R.I.
Industriel	Louis Lépine, S.R.I.

Membre : Chambre d'Immeuble de Montréal

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 24,000 milles

LES GRANDS GARAGES DU QUÉBEC

306 Est, rue Saint-Zotique
Montréal - Tél.: 273-9105

A. BAUMANN ET ASSOCIÉS

INGÉNIEURS-CONSEILS
ÉCONOMISTES

- Études et prévisions économiques
- Systématisation des procédures
- Évaluation et recueil de données
- Planification et coordination de projets

Montréal - 1015 St-Alexandre (801)

861-6089

BERNARD NANTEL, C.R.

AVOCAT

Etude:

Nantel, Mercure, Poliquin et Lamontagne

507, Place d'Armes, 18e étage,
Montréal 126 Tél. : 842-3971



Un service à la française

par le choix de ses divertissements...

Le "festival en plein ciel" entre Montréal et Paris: musique stéréophonique (écoutateurs individuels*) sept programmes au choix; film récent en couleur dans sa version française!

par la qualité de sa table...

La cuisine du célèbre hôtel Ritz Carlton... arrosée des meilleurs vins de France!

par la chaleur de son hospitalité...

Le service d'accueil. Où que vous alliez, il est là pour vous dépanner ou rendre votre voyage plus agréable!

Air France, c'est Paris qui vient vous prendre à domicile!

à votre service

AIR 
FRANCE

LE PLUS GRAND RESEAU DU MONDE

La certitude d'un excellent voyage!

*moyennant un léger supplément.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

Société de Prêts Hypothécaires

(Fondée en 1880)

OBLIGATIONS À COURT TERME

DISPONIBLES SUR DEMANDE

Montant Minimum : \$1000.

TAUX COURANTS

7¹/₂%
pour 5 ans

7¹/₄% pour 4 ans

7% pour 1, 2 et 3 ans

Ces taux peuvent être modifiés en tout temps.

SIÈGE SOCIAL :

Montréal: 612, rue Saint-Jacques

COMITÉ DE PARIS :

Paris: 18, avenue de l'Opéra

SUCCURSALES ET AGENCES :

Montréal - Québec - Toronto - Ottawa - Winnipeg - Regina - Saskatoon - Edmonton - Calgary - Vancouver